

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque. Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance. Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		La ligne 1.000 francs Chaque annonce répétée ... Moitié prix (Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces). Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520 790 630/81
	Six mois	Un an	Six mois	Un an	
	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f 31.000f.				
	Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. - - - - - 20.000f. 40.000f				
	Etranger : Autres Pays 23.000f 46.000f				
	Prix du numéro Année courante 600 f Année ant. 700f.				
	Par la poste : Majoration de 130 f par numéro				
	Journal légalisé 900 f Par la poste -				

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

L O I

2021
05 juillet Loi n° 2021-29 portant loi de finances rectificative pour l'année 2021 851

PARTIE OFFICIELLE

L O I

Loi n° 2021-29 du 05 juillet 2021 portant loi de finances rectificative pour l'année 2021

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du jeudi 24 juin 2021 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE. - DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

A - Dispositions relatives aux ressources

Article premier. - Prévision et autorisation des recettes du budget général

« I - Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à la somme de 2.742.526.030.000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II - Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 291.953.000.000 FCFA.

III - Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 3.034.479.030.000 FCFA ».

Article 2 modifié. - Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

« I - Pour l'année 2021, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1.912.620.970.000 FCFA et correspondent aux autorisations sollicitées du Parlement pour intervenir sur les marchés.

II - Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et/ou internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »

B – Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

Article 5 modifié. - Les dépenses du budget général

« I - Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 3.851.500.000.000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- Intérêts et commissions : 321.740.000.000 FCFA
- Dépenses de personnel : 904.900.000.000 FCFA
- Autres dépenses courantes : 1.099.860.000.000 FCFA
- Dépenses en capital : 1.525.000.000.000 FCFA

II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 9.760.827.892.191 FCFA réparties par catégorie comme suit :

- Intérêts et commissions : 321.740.000.000 FCFA
- Dépenses de personnel : 904.900.000.000 FCFA
- Autres dépenses courantes : 1.100.310.000.000 FCFA
- Dépenses en capital : 7.433.877.892.191 FCFA

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

Article 11 modifié. - Evaluation des charges de trésorerie

« Pour l'année 2021, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1.912.620.970.000 FCFA ».

**TITRE II. - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

Article 12. - Equilibre budgétaire et financier

« I - Pour la loi de finances rectificative de l'année 2021, les prévisions de ressources et les plafonds de charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :

RUBRIQUES	LFI 2021	LFR	ECART LFI 2021/LFR	
I. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	2 564,5	2 564,5	-	0,0%
Recettes non fiscales	133,5	118,0	-15,5	-11,6%
Recettes exceptionnelles.....	60,0	60,0	-	0,0%
Total recettes internes	2 758,0	2 742,5	-15,5	- 0,6%
Tirages sur Dons en capital (projet)	268,0	228,0	-40,0	-14,9%
Dons budgétaires	64,0	64,0	-	0,0%
Total recettes externes.....	332,0	292,0	-40,0	-12,0%
RECETTES BUDGET GENERAL.....	3 090,0	3 034,5	-55,5	-1,8%
RECETTES CST				-
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
RECETTES CST	136,0	136,0	-	0,0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3 225,9	3 170,4	-55,5	-1,7%
Intérêts de la dette.....	327,0	321,7	-5,3	-1,6%
Dépenses de personnel	904,9	904,9	-	0,0%
Acquisitions de biens et services et transferts courants	1 007,0	1 099,9	92,9	9,2%
Total dépenses courantes	2 238,9	2 326,5	87,6	3,9%
Dépenses capital sur ress. internes	751,0	741,0	-10,0	-1,3%
Investissements sur ressources externes	844,0	784,0	-60,0	-7,1%
Total dépenses d'investissement	1 595,0	1 525,0	-70,0	-4,4%
DEPENSES BUDGET GENERAL	3 833,9	3 851,5	17,6	0,5%
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0,0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0,0%
DEPENSES CST	136,0	136,0	-	0,0%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	3 969,9	3 987,5	17,6	0,4%
Solde budgétaire global	-743,9	-817,0	-73,1	
% PIB Déficit	-5%	-5,4%		

« II - Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 1.912.620.970.000 FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

Article 13 modifié. - *Approbation du tableau de financement*

« Le tableau de financement de la présente loi de finances rectificative 2021 est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur. »

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFI 2021	LFR 2021	ECART LFI 2020/ LFI 2021	
Amortissement de la dette	619,3	557,1	-62,2	-10%
Financement déficit	743,9	817,0	73,1	10%
Rachat Eurobonds		508,5		
Déficit OPEX		30,0		
Total remboursement	1 363,2	1 912,6	549,4	40%
Couverture du besoin de financement				
Emprunts projets	576,0	556,0	-20,0	-3,5%
emprunts programmes	105,0	292,0	187,0	178,1%
Autres emprunts	682,2	1 064,6	382,4	56,1%
Total tirages	1 363,2	1 912,6	549,4	40%
Déficit	-743,9	-817,0	-73,1	
PIB	14 991	14 999		
Déficit	-5%	-5,4%		

DEUXIEME PARTIE. - REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

B. 1 Programmes du Budget général

Article 14 modifié. - *Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement*

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 8.975.611.680.062 FCFA et 3.105.087.954.847 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses ».

B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

Article 16 modifié. - *Dotations des institutions*

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 177.938.845.500 FCFA et 143.634.678.524 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégorie de dépenses. »

Article 17 modifié. - *Dotation des charges communes*

« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021 au titre des charges communes est fixé à la somme de 285.537.366.629 FCFA. »

« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 281.037.366.629 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie de dépenses. »

A. 3 – Dotation intérêts de la dette publique

Article 18 modifié. - *Charges financières de la dette*

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges financières de la dette publique, sont révisés à 321.740.000.000 FCFA conformément à l'annexe II représentant la répartition par catégories de dépenses. »

TITRE II. - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 25 modifié. - *Disposition abrogeant l'article 25 de la loi n° 2020-33 du 22 décembre 2020 portant loi de finances pour l'année 2021*

« Les dispositions de l'article 25 de la loi n° 2020-33 du 22 décembre 2020 portant loi de finances pour l'année 2021 sont abrogées. »

ARTICLES 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58 : Modification de certaines dispositions du Code général des Impôts

Article 45. -

Les dispositions du quatrième alinéa du I de l'article 667 du Code général des Impôts sont supprimées.

Article 46. -

L'intitulé « Chapitre IX Taxe sur les produits pétroliers » qui vient après l'article 442 du Code susvisé est remplacé par l'intitulé « Chapitre X Taxe sur les produits pétroliers. »

Article 47. -

L'intitulé « Chapitre X : Taxe sur les sachets, conditionnements ou emballages non récupérables » qui vient après l'article 444 du Code susvisé est remplacé par l'intitulé « Chapitre XI : Taxe sur les sachets, conditionnements ou emballages non récupérables. »

Article 48. -

L'intitulé « Chapitre XI : Taxe sur les produits textiles » qui vient après l'article 444 ter du Code susvisé est remplacé par l'intitulé « Chapitre XII : Taxe sur les produits textiles. »

Article 49. -

Il est inséré après l'article 442 du Code susvisé un « Chapitre IX » intitulé « Taxe sur les Bouillons alimentaires. »

Article 50. -

Il est inséré après le « Chapitre IX intitulé » Taxe sur les Bouillons alimentaires », les articles 442 bis, 442 ter et 442 quater ainsi rédigés :

« Article 442 bis. - Il est institué au profit du Budget de l'Etat une Taxe sur les Bouillons alimentaires. »

Section première. - *Champ d'application*

« Article 442 ter.- La taxe s'applique aux bouillons alimentaires produits ou importés au Sénégal, pour une utilisation directe en cuisson ou assaisonnement.

Les bouillons alimentaires sont des préparations obtenues à partir de chlorure de sodium, de substances riches en protéines ou leurs extraits et/ou hydrolysats, ou de substances à base de végétaux avec ou addition d'exhausteurs de goûts, de substances aromatisantes, de matières grasses comestibles, d'épices de leurs extraits naturels ou distillats et de toute autre denrée alimentaire visant à améliorer la sapidité. »

Section II. - *Taux*

« Article 442 quater. - Le taux de la Taxe sur les Bouillons alimentaires est de 15%.

Article 51. -

Il est ajouté à l'article 31 du Code susvisé les points 10 et 11 ainsi rédigés :

« Article 31. -

10.

A compter du 1^{er} janvier 2022, sauf lorsque les institutions financières ne sont pas tenues de les recueillir, les personnes physiques ou les entités qui ouvrent des comptes financiers auprès des institutions financières sont tenues de remettre une auto-certification permettant d'établir leurs résidences fiscales et, le cas échéant, une auto-certification permettant d'établir les résidences fiscales des personnes physiques qui les contrôlent.

Les modalités d'application de la présente disposition sont précisées par arrêté du Ministre en charge des Finances.»

« Article 31. -

11.

Les renseignements recueillis par l'administration fiscale auprès des organismes visés à l'article 31.9 peuvent être communiqués aux administrations fiscales des pays ayant conclu avec le Sénégal des conventions permettant un échange automatique de renseignements sur les comptes financiers à des fins fiscales, dans les conditions prévues par lesdites conventions. »

Article 52. -

Il est ajouté à l'article 556 du Code susvisé un point 5 ainsi rédigé :

« Article 556. -

5.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »

Article 53. -

Il est ajouté à l'article 667. III du Code susvisé les points e) et f) ainsi rédigés :

« Article 667.III. -

e) Tout manquement à l'une des obligations prévues à l'article 633. I concernant les obligations d'identification, de conservation, de transmission et de déclaration des renseignements relatifs aux bénéficiaires effectifs est sanctionné par une amende de 10.000.000 FCFA. L'amende est due autant de fois qu'il y a de documents ou renseignements demandés et non produits, omis, incomplets ou inexacts. »

« Article 667.III. -

f) Tout manquement à l'une des obligations prévues à l'article 633. VI concernant les obligations d'identification, de conservation, de transmission et de déclaration des renseignements relatifs aux personnes mentionnées dans les constructions juridiques, aux bénéficiaires effectifs ainsi qu'aux actifs placés dans la construction juridique est sanctionné par une amende de 10.000.000 FCFA. L'amende est due autant de fois qu'il y a de documents ou renseignements demandés et non produits, omis, incomplets ou inexacts. »

Article 54. -

Les dispositions du point 9 de l'article 31 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 31. -

9.-

a) Les institutions financières, y compris les établissements de crédit et organismes assimilés, les entreprises d'assurance et de réassurance, sont tenues d'identifier les renseignements relatifs aux résidences fiscales de tous les titulaires de comptes financiers et, le cas échéant, de toutes les personnes physiques qui contrôlent ces derniers.

b) Elles communiquent à l'administration fiscale, au moyen d'une déclaration conforme au modèle prescrit par elle, tous les renseignements requis pour l'application des conventions conclues par le Sénégal permettant un échange automatique de renseignements sur les comptes financiers à des fins fiscales et, s'il y a lieu, l'absence de renseignement.

Cette déclaration contient notamment les renseignements relatifs à l'identification des titulaires de comptes financiers et, le cas échéant, celle des personnes physiques qui contrôlent ces derniers, ainsi que les renseignements financiers afférents à ces comptes, y compris les revenus de capitaux mobiliers, les soldes des comptes, la valeur de rachat des contrats d'assurance et de rente, des bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature, et le produit des cessions ou rachats d'actifs financiers.

c) Les institutions financières sont, en outre, tenues de conserver les registres des actions engagées pour satisfaire aux obligations mentionnées au présent article ainsi que les pièces justificatives, auto-certifications et autres éléments probants utilisés à cette fin pendant une période de dix ans suivant la fin de la période au cours de laquelle elles doivent communiquer les renseignements requis en vertu du b) du 9 présent article.

d) Les obligations prévues au 9 du présent article sont précisées par arrêté du Ministre en charge des Finances.

Article 55. -

Les dispositions du point 6 de l'article 220 bis du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 220 bis. -

6.

Les modalités d'application du prélèvement de conformité fiscale sont fixées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »

Article 56. -

Les dispositions de l'article 516 du Code susvisé relatives au « Pari mutuel » sont modifiées comme suit :

« Article 516. -

Les tickets de pari mutuel sur les hippodromes et hors hippodromes, les bulletins de loto, les jeux de hasard et de pronostics diffusés sur des supports écrits ou audiovisuels, sont frappés d'un droit de timbre de 7% sur le montant des sommes engagées dans une course ou un même jeu.

Le montant de ce droit est retenu à la source par la personne organisatrice, sous sa propre responsabilité. Il devra être versé dans les 15 premiers jours du mois suivant celui où la retenue a été opérée, au niveau du bureau de recouvrement compétent. »

Article 57. -

Les dispositions des points I, III et VI de l'article 633 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 633.I.

I. Tout contribuable doit souscrire une déclaration d'existence dans les vingt (20) jours qui suivent celui de l'ouverture de son établissement ou du commencement de son exploitation.

La déclaration d'existence est adressée au chef du service des impôts compétent par lettre recommandée en double exemplaire.

Elle doit indiquer notamment, les prénoms et nom ou la raison sociale, l'adresse et la profession du contribuable, et s'il y a lieu, le numéro de ses comptes courants bancaires et postaux, ainsi que l'emplacement de son ou de ses établissements de production et de ses magasins de vente.

La déclaration doit être accompagnée, le cas échéant d'une copie des statuts de l'entreprise, du registre de commerce, du bail commercial ou professionnel ou de tout autre titre justificatif de l'occupation.

Les personnes morales sont, quelles que soient leur forme et leur activité, qu'elles soient ou non soumises à l'impôt, tenues d'identifier leurs bénéficiaires effectifs et de tenir un registre à cet effet à leur siège au Sénégal.

Le registre des bénéficiaires effectifs contient les informations exactes et actualisées relatives à :

- d) l'identité des bénéficiaires effectifs ;
- e) la nature, les modalités et l'étendue du contrôle exercé sur la personne morale ;
- f) la date à laquelle la ou les personnes physiques sont devenues, ou ont cessé d'être, des bénéficiaires effectifs de la personne morale.

L'expression « bénéficiaires effectifs » d'une personne morale désigne :

a) les personnes physiques qui, en dernier lieu, détiennent directement ou indirectement, plus de 25% des parts, actions ou droits de vote de la personne morale ou celles qui, par tout autre moyen, exercent un contrôle effectif sur la personne morale ; ou à défaut et exceptionnellement ;

b) la personne physique qui occupe directement ou indirectement la position de dirigeant principal de la personne morale lorsqu'aucune personne physique mentionnée ci-dessus n'est identifiée comme bénéficiaire effectif.

Concernant les entreprises intervenant dans la chaîne de valeur du secteur extractif visées par le décret n° 2020-791 du 19 mars 2020 relatif au Registre des Bénéficiaires effectifs, le degré de détention des parts, actions ou droits de vote visé au a) est fixé à 2%.

Tout bénéficiaire effectif d'une personne morale et toute personne morale ou construction juridique détenant directement ou indirectement une participation dans une personne morale sont tenues de fournir à la personne morale, sur demande ou non, les informations et pièces justificatives requises pour l'identification des bénéficiaires effectifs. En cas de changement de bénéficiaires effectifs, ils doivent fournir lesdites informations et pièces dans un délai de trente (30) jours. Tout manquement à cette obligation de transmission doit être déclaré au chef du service des impôts compétent.

Les informations contenues dans le registre des bénéficiaires effectifs et les pièces justificatives relatives à un bénéficiaire effectif doivent être conservées pour une durée minimale de dix (10) ans suivant la fin de l'année au cours de laquelle ce dernier a cessé de l'être, ou suivant la fin de l'année de cessation de la personne morale. L'obligation de conservation du registre incombe aux dirigeants de la personne morale.

Les personnes morales ou, le cas échéant leurs mandataires, sont tenues de déclarer à l'Administration fiscale, au moyen d'un formulaire fourni par elle, les renseignements relatifs à leurs bénéficiaires effectifs :

d) au moment de la souscription de leur déclaration d'existence, pour les personnes morales soumises à cette obligation en vertu du présent article, ou dans le mois qui suit leur constitution, pour les autres personnes morales ;

e) lors de leur déclaration annuelle de résultat ou de revenus, pour les personnes morales soumises à l'impôt, ou à la date anniversaire de leur constitution, pour les autres personnes morales ;

f) dans les quinze (15) jours qui suivent le moment où les personnes morales ont pris connaissance ou auraient dû prendre connaissance de l'événement qui rend nécessaire la modification des informations sur les bénéficiaires effectifs.

Le contenu des informations relatives à l'identité des bénéficiaires effectifs, ainsi que les modalités et l'étendue du contrôle des personnes morales sont précisées par arrêté du Ministre en charge des Finances.

Les personnes morales créées avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions ont jusqu'au 31 décembre 2021 pour se conformer aux dispositions relatives aux renseignements sur les bénéficiaires effectifs. »

« Article 633.III. -

III. Tout changement dans les caractéristiques de l'exploitation ainsi que toutes modifications intervenant dans la propriété effective d'une personne morale fait l'objet d'une déclaration dans les conditions prévues aux I et II du présent article. »

« Article 633. VI. -

VI. Les personnes physiques ou morales résidant au Sénégal qui jouent le rôle d'administrateurs ou gestionnaires de fiducies, trusts ou autres constructions juridiques similaires constitués hors du Sénégal, sont tenues de déclarer auprès du Chef du service des Impôts de leur domicile fiscal, dans les vingt (20) jours qui suivent leur nomination :

- l'existence, les termes et le contenu des constructions juridiques de ce type qu'elles gèrent ou administrent ;
- l'identité des personnes mentionnées dans la construction juridique ; et
- l'identité des bénéficiaires effectifs, à savoir l'identité des personnes ayant la qualité de constituants, des trustee, administrateurs ou gestionnaires, des protecteurs le cas échéant, de l'ensemble des bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires et, d'une façon générale, toute autre personne physique qui exerce en dernier lieu un contrôle effectif sur lesdites constructions au sens de la loi n° 2018-03 du 23 février 2018 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Lorsque l'une des personnes ayant l'une des qualités énumérées est une personne morale ou une construction juridique, les bénéficiaires effectifs de celles-ci doivent être identifiés comme bénéficiaire effectif de la construction juridique.

Cette obligation incombe également aux administrateurs, gestionnaires, bénéficiaires ou trustee résidents à l'étranger de constructions juridiques possédant au Sénégal des biens, droits et participations. Dans ce cas, ils désignent un représentant au Sénégal.

Toute modification intervenue dans l'allocation des bénéfices, des biens, droits, ou participations placés dans la construction juridique, tout changement relatif aux personnes mentionnées dans la construction juridique ou aux bénéficiaires effectifs de celle-ci et tout transfert de propriété doivent être déclarés dans le délai de vingt (20) jours.

Les renseignements sur l'identité des bénéficiaires effectifs doivent être consignés dans un registre spécial, tenu à jour de toutes les modifications intervenant dans la propriété effective de la fiducie, du trust ou de la construction juridique similaire, et présenté à toute réquisition de l'Administration.

Tout bénéficiaire effectif d'une construction juridique ainsi que toute personne morale ou construction juridique mentionnée dans une construction juridique sont tenues de fournir au trustee, administrateur ou gestionnaire, sur demande ou non, les informations et pièces justificatives requises pour l'identification des bénéficiaires effectifs. En cas de changement de bénéficiaires effectifs, ils doivent fournir lesdites informations et pièces dans un délai de trente (30) jours. Tout manquement à cette obligation de transmission doit être déclaré au chef du service des Impôts compétent.

Les informations contenues dans le registre des bénéficiaires effectifs et les pièces justificatives relatives à un bénéficiaire effectif doivent être conservées pour une durée minimale de dix (10) ans suivant la fin de l'année au cours de laquelle ce dernier a cessé de l'être, ou suivant la fin de l'année de cessation de la fiducie, du trust ou de la construction juridique similaire. L'obligation de conservation du registre incombe aux administrateurs de la construction juridique résidants au Sénégal ou au représentant des administrateurs au Sénégal lorsque ceux-ci résident à l'étranger.

Les administrateurs de la construction juridique résidants au Sénégal ou les représentants des administrateurs au Sénégal lorsque ceux-ci résident à l'étranger ont jusqu'au 31 décembre 2021 pour se conformer aux présentes dispositions. »

Article 58. -

Les dispositions de l'article 667 III. d) du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 667 III. -

d)

1. Les manquements à l'obligation d'identification prévue au a) de l'article 31.9 sont sanctionnés par une amende de 5.000.000 CFA par compte. La même sanction s'applique aux manquements à l'obligation de déclaration prévue au b) de l'article 31.9, y compris en cas de déclaration tardive ou de déclaration incomplète, insuffisante ou erronée.

2. Les personnes physiques ou entités qui en qualité de titulaires de compte ne communiquent pas aux Institutions financières l'auto-certification permettant d'établir leurs résidences fiscales et, le cas échéant, celles des personnes physiques qui les contrôlent, conformément à l'article 31.10 sont sanctionnées par une amende de 10.000.000 FCFA par titulaire de compte. La même sanction s'applique également en cas de communication d'une auto-certification incomplète, insuffisante ou erronée.

Le fait pour un titulaire de compte ou une personne physique qui le contrôle d'auto-certifier délibérément des renseignements erronés constitue un faux passible des sanctions prévues aux articles 135 et 136 du Code pénal.

3. Le défaut de conservation des renseignements et documents prévus au c) de l'article 31.9, est sanctionné par une amende de 3.000.000 FCA par année et par compte soumis à déclaration. Pour l'application de cette disposition, le non-respect de la durée de conservation prévue audit article est assimilé au défaut de conservation.

4. Si une personne physique ou une entité, y compris un intermédiaire ou un prestataire de services, conclut un arrangement ou adopte une pratique dont au moins, un but peut raisonnablement être considéré comme étant d'éviter l'une des obligations prévues aux articles 31.9 et 31.10, l'arrangement ou la pratique est réputé inexistant et les obligations prévues auxdits articles s'appliquent. La personne physique ou l'entité est en outre sanctionnée par une amende de 15.000.000 FCFA. »

Article 59. - Dispositions relatives à la déconcentration de l'ordonnancement

La phase transitoire aménagée pour l'entrée en vigueur de la déconcentration de l'ordonnancement, devant initialement échoir le 31 décembre 2020 aux termes des dispositions de l'article 71 du décret portant gestion budgétaire de l'Etat, est prorogée jusqu'au 30 avril 2021. »

« Le Ministre chargé des Finances prendra le cas échéant, les actes subséquents pour fixer les modalités d'apurement des opérations exécutées durant ladite période transitoire.

*Article 60. - Disposition relative à l'utilisation des ressources de la taxe
sur le ciment pour une prise en charge intégrale
des besoins du projet 100.000 logements*

Pour la réalisation du programme des cent mille (100.000) logements, les ressources adossées à la taxe spéciale sur le ciment peuvent notamment couvrir les dépenses suivantes :

- les frais induits par les opérations de garantie et de bonification pour l'acquisition d'un logement social ;
- les transferts pour la réalisation des travaux d'aménagement, de voiries et de réseaux divers (VRD) par la Société d'aménagement foncier et de rénovation urbaine (SAFRU) ;
- les impenses et les charges liées au balisage, au recensement, à la prise de possession ou à la sécurisation des assiettes foncières pour la réalisation du programme ;
- les avances de court terme au profit des sociétés publiques intervenant dans la construction de logements ;
- les dépôts d'atténuation de risque sur les contrats individuels de location-vente ;
- les prises de participation directe ou indirecte et les apports en compte courant d'associés dans toutes sociétés chargées de promouvoir la location-vente ;
- les prises de participation directe ou indirecte ou les apports en compte courant d'associés dans toutes sociétés de l'écosystème de fourniture de biens et services du projet 100.000 logements, notamment celles concourant au contenu local.

La liste, visée à l'alinéa premier, pourra être complétée, autant que de besoin, par arrêté du Ministre chargé des Finances, sous réserve de ratification à la plus prochaine loi de finances.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 05 juillet 2021.

Macky SALL

**ANNEXE I. - TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET
DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE**

En millions de FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	ECARTS LFR1 2021/LFI 2021	TAUX ECART
ARTICLE 71- RECETTES FISCALES			0	
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	316 695 186	305 074 277	-11 620 909	-3.7%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	384 926 513	409 579 291	24 652 778	6.4%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	37 388 234	49 500 000	12 111 766	32.4%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	0	0	0	
TOTAL IMPOTS DIRECTS	739 009 934	764 153 568	25 143 634	3.4%
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	1 270 753 276	1 239 271 248	-31 482 027	-2.5%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	52 170 728	52 170 728	0	0.0%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	319 881 566	331 916 355	12 034 789	3.8%
Paragraphe 0718 : Droits et taxes à l'exportation	0	0	0	
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales	182 676 399	176 980 002	-5 696 397	-3.1%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS ET DROITS DE PORTE (0715 à 0719)	1 825 481 969	1 800 338 333	-25 143 636	-1.4%
071-TOTAL RECETTES FISCALES	2 564 491 903	2 564 491 901	-2	0.0%
ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES			0	
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	67 731 775	67 731 775	0	0.0%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	0	0	0	
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	0	0	0	
Paragraphe 0724 - Produits financiers	58 567 034	43 067 034	-15 500 000	-26.5%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales	7 235 320	7 235 320	0	0.0%
072-TOTAL RECETTES NON FISCALES	133 534 130	118 034 130	-15 500 000	-11.6%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	2 698 026 032	2 682 526 030	-15 500 002	-0.6%
075-RECETTES EXCEPTIONNELLES	60 000 000	60 000 000	0	0.0%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	0	0	0	0
014-EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	0	0	0	
016-EMPRUNTS PROGRAMMES	0	0	0	
0176 -AUTRES EMPRUNTS INTERIEURS	0	0	0	
017 AUTRES EMPRUNTS****	0	0	0	
TOTAL ARTICLES 75, 729, 14, 16 et 17	60 000 000	60 000 000	0	0.0%
TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14 - 16 et 17)	2 758 026 032	2 742 526 030	-15 500 002	-0.6%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	268 000 000	228 000 000	-40 000 000	-14.9%
074 - DONS PROGRAMMES	64 000 000	63 953 000	-47 000	-0.1%
017-AUTRES EMPRUNTS	0	0	0	
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, 15, 17 et 74)	332 000 000	291 953 000	-40 047 000	-12.1%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL	3 090 026 032	3 034 479 030	-55 547 002	-1.8%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	135 950 000	135 950 000	0	0.0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)	3 225 976 032	3 170 429 030	-55 547 002	-1.7%

ANNEXE II : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

Première Loi de Finances Rectificative 2021

TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL DES CREDITS AE/CP INSCRITS PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits LFI 2021			Crédits AE/CP Inscrits dans la LFR			ECART			
			AE	CP		DOTATION AE	DOTATION CP		AE ABS	%	VAL ABS	%
Budget général	Ressources Internes	FONDS PROPRES (TRESOR)	1 Charges financières de la dette	327 000 000 000	327 000 000 000		321 740 000 000	321 740 000 000	-1,6	-5 260 000 000	-6 260 000 000	-1,6
			2 Dépenses de personnel	904 900 000 000	904 900 000 000		904 900 000 000	904 900 000 000	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	347 923 490 419	347 723 490 419		322 407 327 882	322 407 327 882	-7,3	-25 316 162 537	-25 316 162 537	-7,3
			4 Transferts courants	669 526 909 581	669 279 569 581		777 703 872 118	777 482 872 118	17,9	118 176 162 537	118 176 162 537	17,9
			5 Investissements exécutés par l'Etat	1 797 487 151 516	387 640 076 966		1 826 231 486 760	193 879 411 247	-15,1	-271 235 684 756	-164 060 866 722	-45,9
			6 Transferts en capital	748 430 865 401	393 358 923 031		819 879 863 068	547 420 880 783	24,2	179 248 787 667	184 060 866 722	39,2
		Total FONDS PROPRES (TRESOR)		4 777 248 016 917	2 989 900 000 000		4 772 861 119 825	3 087 800 000 000	-0,1	-4 386 897 089	77 600 000 000	2,6
	Ressources extérieures	DON OU SUBVENTION	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 777 248 016 917	2 989 900 000 000		4 772 861 119 825	3 087 800 000 000	-0,1	-4 386 897 089	77 600 000 000	2,6
			6 Transferts en capital	2 618 013 892	2 618 013 892		2 618 013 892	2 618 013 892	0	0	0	0
			Total DON OU SUBVENTION		2 618 013 892		2 618 013 892	2 618 013 892	0	0	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat			4 095 150 976 340	576 000 900 000		4 079 750 978 340	568 000 000 000	-0,4	-16 400 000 000	-20 000 000 000	-3,5	
	Total PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)		4 095 150 976 340	576 000 000 000		4 079 750 978 340	568 000 000 000	-0,4	-16 400 000 000	-20 000 000 000	-3,5	
	Total Ressources extérieures		4 095 150 976 340	576 000 000 000		4 079 750 978 340	568 000 000 000	-0,4	-16 400 000 000	-20 000 000 000	-3,5	
	Total Budget GEN		9 872 401 993 257	3 565 900 000 000		9 852 612 092 164	3 655 800 000 000	-0,6	-69 800 000 000	17 600 000 000	0,5	
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources Internes	FONDS PROPRES (TRESOR)	2 Dépenses de personnel	617 800 000	617 800 000		617 800 000	617 800 000	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	950 200 000	950 200 000		930 700 000	930 700 000	-12,6	-119 500 000	-119 500 000	-12,6
			4 Transferts courants	112 140 000 000	112 140 000 000		112 140 000 000	112 140 000 000	0	0	0	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	22 242 000 000	22 242 000 000		22 361 800 000	22 361 800 000	0,5	119 500 000	119 500 000	0,5
			Total FONDS PROPRES (TRESOR)		136 960 000 000		136 960 000 000	136 960 000 000	0	0	0	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	136 960 000 000	136 960 000 000		136 960 000 000	136 960 000 000	0	0	0	0
	Total Ressources Internes		136 960 000 000	136 960 000 000		136 960 000 000	136 960 000 000	0	0	0	0	
	Total Budget CST		9 968 387 693 478	3 969 850 000 000		9 886 777 882 191	3 987 450 000 000	-0,6	-61 619 801 287	17 600 000 000	0,4	
	TOTAL GENERAL		9 872 401 993 257	3 565 900 000 000		9 852 612 092 164	3 655 800 000 000	-0,6	-69 800 000 000	17 600 000 000	0,5	

ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Ressources Internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL AB3	%	VAL AB3	%
10 Dette Publique	0001 Dette Publique (Intérêts et commissions)	1 Charges financières de la dette	327 000 000 000	327 000 000 000	321 740 000 000	321 740 000 000	-5 260 000 000	-1,6	-5 260 000 000	-1,6
	Total Prog. 0001		327 000 000 000	327 000 000 000	321 740 000 000	321 740 000 000	-5 260 000 000	-1,6	-5 260 000 000	-1,6
	Total Section 10		327 000 000 000	327 000 000 000	321 740 000 000	321 740 000 000	-5 260 000 000	-1,6	-5 260 000 000	-1,6
21 Présidence de la République	0002 Présidence de la République	2 Dépenses de personnel	9 501 340 560	9 501 340 560	9 681 340 560	9 681 340 560	180 000 000	1,9	180 000 000	1,9
		3 Acquisition de biens et services	8 386 034 000	8 386 034 000	7 238 521 940	7 238 521 940	-1 147 512 060	-13,7	-1 147 512 060	-13,7
		4 Transferts courants	36 119 784 078	36 119 784 078	37 341 984 078	37 341 984 078	1 222 200 000	3,4	1 222 200 000	3,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 250 000 000	600 000 000	1 760 000 000	110 000 000	-490 000 000	-21,8	-490 000 000	-81,7
		6 Transferts en capital	29 474 000 000	13 555 429 284	29 185 413 545	13 286 842 828	-268 586 455	-1,1	-268 586 455	-2,1
	Total Prog. 0002		85 731 158 638	85 731 158 638	85 207 260 123	87 638 689 407	-523 898 515	-0,6	-523 898 515	-0,6
22 Assemblée Nationale	3001 Frais de contrôle des entreprises publiques	2 Dépenses de personnel	102 800 000	102 800 000	102 800 000	102 800 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	374 200 000	374 200 000	357 200 000	357 200 000	-17 000 000	-4,5	-17 000 000	-4,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	23 000 000	23 000 000	40 000 000	40 000 000	17 000 000	73,9	17 000 000	73,9
	Total Prog. 3001		500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
	Total Section 21		85 231 158 638	85 662 887 922	85 707 260 123	88 138 689 407	-323 898 515	-0,6	-323 898 515	-0,6
	0003 Assemblée Nationale	4 Transferts courants	16 495 015 137	16 495 015 137	16 095 015 137	16 095 015 137	-400 000 000	-2,4	-400 000 000	-2,4
24 Conseil Economique Social et Environnemental		5 Transferts en capital	8 315 171 358	2 946 447 518	8 315 171 358	2 946 447 518	0	0	0	0
	Total Prog. 0003		24 810 186 496	24 810 186 496	24 410 186 496	19 041 462 658	-400 000 000	-1,6	-400 000 000	-1,6
	Total Section 22		24 810 186 496	19 441 462 658	24 410 186 496	19 041 462 658	-400 000 000	-1,6	-400 000 000	-2,1
	0005 Conseil Economique, Social et Environnemental	2 Dépenses de personnel	43 206 000	43 206 000	43 206 000	43 206 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	7 211 040 284	7 211 040 284	7 141 040 284	7 141 040 284	-70 000 000	-1	-70 000 000	-1
		6 Transferts en capital	990 000 000	330 000 000	0	0	-990 000 000	-100	-330 000 000	-100
Total Section 24	Total Prog. 0005		8 241 246 284	8 244 246 284	7 184 246 284	7 184 246 284	-1 060 000 000	-12,9	-400 000 000	-4,9
			8 241 246 284	7 984 246 284	7 184 246 284	7 184 246 284	-1 060 000 000	-12,9	-400 000 000	-6,3

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources Internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		ECART	
		AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
25 Conseil Constitutionnel	2 Dépenses de personnel	540 122 400	540 122 400	540 122 400	540 122 400	0	0	0	0
	4 Transferts courants	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 0006	1 290 122 400	1 290 122 400	1 290 122 400	1 290 122 400	0	0	0	0
	Total Section 25	1 290 122 400	1 290 122 400	1 290 122 400	1 290 122 400	0	0	0	0
27 Cour Suprême	2 Dépenses de personnel	1 014 240 000	1 014 240 000	1 014 240 000	1 014 240 000	0	0	0	0
	4 Transferts courants	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 0007	2 064 240 000	2 064 240 000	2 064 240 000	2 064 240 000	0	0	0	0
	Total Section 27	2 064 240 000	2 064 240 000	2 064 240 000	2 064 240 000	0	0	0	0
28 Cour des Comptes	2 Dépenses de personnel	1 560 614 920	1 560 614 920	1 560 614 920	1 560 614 920	0	0	0	0
	4 Transferts courants	4 363 453 695	4 363 453 695	4 163 453 695	4 163 453 695	-200 000 000	-4,6	-200 000 000	-4,6
	6 Transferts en capital	3 586 028 962	1 899 157 543	3 586 028 962	1 899 157 543	0	0	0	0
	Total Prog. 0008	9 510 096 577	9 510 096 577	9 310 096 577	7 623 226 158	-200 000 000	-2,1	-200 000 000	-2,1
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	2 Dépenses de personnel	14 546 000	14 546 000	14 546 000	14 546 000	0	0	0	0
	4 Transferts courants	6 300 000 000	6 300 000 000	6 100 000 000	6 100 000 000	-200 000 000	-3,2	-200 000 000	-3,2
	6 Transferts en capital	8 580 000 000	3 300 000 000	12 980 000 000	3 300 000 000	4 400 000 000	51,3	0	0
	Total Prog. 0013	14 894 546 000	14 894 546 000	19 094 546 000	9 414 546 000	4 200 000 000	28,2	-200 000 000	-1,3
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	2 Dépenses de personnel	14 894 546 000	9 614 546 000	19 094 546 000	9 414 546 000	4 200 000 000	28,2	-200 000 000	-2,1
	3 Acquisition de biens et services	4 534 806 980	4 534 806 980	4 534 806 980	4 534 806 980	0	0	0	0
	4 Transferts courants	4 470 787 703	4 470 787 703	4 147 716 214	4 147 716 214	-323 071 489	-7,2	-323 071 489	-7,2
	5 Investissements exécutés par l'Etat	6 130 174 496	6 130 174 496	6 727 806 496	8 727 806 496	597 632 000	9,7	597 632 000	9,7
	6 Transferts en capital	7 834 515 930	7 834 515 930	7 833 015 930	7 833 015 930	-1 500 000	0	-1 500 000	0
	Total	4 005 000 000	4 005 000 000	6 135 000 000	6 135 000 000	2 130 000 000	53,2	2 130 000 000	53,2

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor	Source de financement		Catégories de dépense				Catégories de dépense				Catégories de dépense			
		Ressources internes et ressources externes		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				ECART				1-2-3-4-5-6			
		Crédits inscrits LFR 2021		AE				AE				VAL ABS			
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0009 Secrétariat général du Gouvernement	26 976 086 109		26 976 086 109		26 976 086 109		26 976 086 109		26 976 086 109		26 976 086 109		26 976 086 109	
		1 117 324 000	1 117 324 000	1 117 324 000	1 117 324 000	1 117 324 000	1 117 324 000	1 117 324 000	0	1 117 324 000	0	1 117 324 000	0	1 117 324 000	0
		11 151 920 182	11 151 920 182	11 151 920 182	11 151 920 182	11 151 920 182	11 151 920 182	11 151 920 182	-8,6	11 151 920 182	-8,6	11 151 920 182	-8,6	11 151 920 182	-8,6
		948 814 000	948 814 000	948 814 000	948 814 000	948 814 000	948 814 000	948 814 000	-2,6	948 814 000	-2,6	948 814 000	-2,6	948 814 000	-2,6
		1 776 981 129	700 000 000	1 776 981 129	700 000 000	1 776 981 129	700 000 000	1 776 981 129	-18,1	1 776 981 129	-18,1	1 776 981 129	-18,1	1 776 981 129	-18,1
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2001 Coopération bilatérale et multilatérale	14 995 039 311		14 995 039 311		14 995 039 311		14 995 039 311		14 995 039 311		14 995 039 311		14 995 039 311	
		24 549 628 876	24 549 628 876	24 549 628 876	24 549 628 876	24 549 628 876	24 549 628 876	24 549 628 876	-6,9	24 549 628 876	-6,9	24 549 628 876	-6,9	24 549 628 876	-6,9
		20 519 001 661	20 519 001 661	20 519 001 661	20 519 001 661	20 519 001 661	20 519 001 661	20 519 001 661	1,5	20 519 001 661	1,5	20 519 001 661	1,5	20 519 001 661	1,5
		2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	0	2 476 549 950	0	2 476 549 950	0	2 476 549 950	0
		22 600 357 350	2 010 357 352	22 600 357 350	2 010 357 352	22 600 357 350	2 010 357 352	22 600 357 350	0,9	22 600 357 350	0,9	22 600 357 350	0,9	22 600 357 350	0,9
2002 Promotion de la Diplomatie économique	2002 Promotion de la Diplomatie économique	73 898 537 837		73 898 537 837		73 898 537 837		73 898 537 837		73 898 537 837		73 898 537 837		73 898 537 837	
		42 473 000	42 473 000	42 473 000	42 473 000	42 473 000	42 473 000	42 473 000	1	42 473 000	1	42 473 000	1	42 473 000	1
		183 369 364	183 369 364	183 369 364	183 369 364	183 369 364	183 369 364	183 369 364	-56,0	183 369 364	-56,0	183 369 364	-56,0	183 369 364	-56,0
		226 842 364	226 842 364	226 842 364	226 842 364	226 842 364	226 842 364	226 842 364	-63,6	226 842 364	-63,6	226 842 364	-63,6	226 842 364	-63,6
		140 289 000	140 289 000	140 289 000	140 289 000	140 289 000	140 289 000	140 289 000	0	140 289 000	0	140 289 000	0	140 289 000	0
2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	138 021 450		138 021 450		138 021 450		138 021 450		138 021 450		138 021 450		138 021 450	
		750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	-48,6	750 000 000	-48,6	750 000 000	-48,6	750 000 000	-48,6
		482 222 222	170 000 000	482 222 222	170 000 000	482 222 222	170 000 000	482 222 222	-6,1	482 222 222	-6,1	482 222 222	-6,1	482 222 222	-6,1
		750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	0	750 000 000	0	750 000 000	0
		482 222 222	170 000 000	482 222 222	170 000 000	482 222 222	170 000 000	482 222 222	-6,1	482 222 222	-6,1	482 222 222	-6,1	482 222 222	-6,1

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Source de financement		Catégories de dépense								
Budget				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6						
Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021				Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				ECART			
			AE		CP		AE		CP		AE		CP	
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%				
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	5 Transferts en capital	950 000 000		950 000 000		950 000 000		950 000 000		0	0	0	0
	Total Prog. 2003		2 470 532 672		2 470 532 672		2 373 446 014		2 051 222 782		-97 087 658	-3,9	-87 087 658	-3,9
	Total Section 31		91 586 952 184		88 447 748 836		91 061 166 246		66 921 962 896		-525 785 936	-0,6	-525 785 936	-0,6
	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 913 915 210		2 913 915 210		2 913 915 210		2 913 915 210		0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	3 Acquisition de biens et services	2 651 736 355		2 651 736 355		2 833 488 677		2 833 488 677		181 752 322	6,9	181 752 322	6,9
32 Ministère des Forces Armées	2005 Défense du territoire national	4 Transferts courants	3 500 000 000		3 500 000 000		3 510 000 000		3 510 000 000		10 000 000	0,3	10 000 000	0,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 700 000 000		15 300 000 000		7 050 000 000		1 650 000 000		-13 650 000 000	-65,9	-13 650 000 000	-69,2
		6 Transferts en capital	434 000 000		434 000 000		3 234 000 000		3 234 000 000		2 800 000 000	645,2	2 800 000 000	645,2
		Total Prog. 1002	30 199 651 565		30 199 651 565		19 541 403 867		14 141 403 867		-10 658 247 678	-35,3	-10 658 247 678	-35,3
		2 Dépenses de personnel	74 360 680 001		74 360 680 001		74 360 680 001		74 360 680 001		0	0	0	0
	2008 Sécurité publique et maintien de l'ordre	3 Acquisition de biens et services	33 127 544 635		33 127 544 635		35 158 295 103		35 158 295 103		2 030 750 468	6,1	2 030 750 468	6,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	56 826 002 100		33 099 165 188		25 500 012 720		18 947 175 808		-31 325 989 380	-55,1	-14 151 969 380	-42,8
		6 Transferts en capital	30 300 000 000		16 800 000 000		58 340 295 952		27 666 295 952		28 040 295 952	92,5	10 866 295 952	64,7
		Total Prog. 2006	184 614 226 736		184 614 226 736		193 389 283 776		166 132 446 860		-1 254 942 960	-0,6	-1 254 942 960	-0,6
		2 Dépenses de personnel	49 836 966 232		49 836 966 232		49 836 966 232		49 836 966 232		0	0	0	0
3002 Opérations à caractère industriel et commerciale	3 Acquisition de biens et services	14 906 316 812		14 906 316 812		18 000 422 288		18 000 422 288		3 094 105 476	20,8	3 094 105 476	20,8	
	4 Transferts courants	60 000 000		60 000 000		470 000 000		470 000 000		410 000 000	683,3	410 000 000	683,3	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	33 803 594 888		8 851 800 000		33 963 449 898		7 011 655 000		159 855 000	0,5	159 855 000	2,3	
	6 Transferts en capital	31 777 205 147		8 888 000 000		34 616 955 147		11 727 750 000		2 839 750 000	8,9	2 839 750 000	32,0	
	Total Prog. 2008	130 384 083 089		130 384 083 089		136 887 793 848		87 046 793 820		6 503 710 476	5,0	6 503 710 476	5,0	
3 Acquisition de biens et services		150 000 000		150 000 000		150 000 000		150 000 000		0	0	0	0	
Total Prog. 3002		160 000 000		160 000 000		160 000 000		150 000 000		-5 489 480 162	-1,5	-5 489 480 162	-2,1	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		ECART		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
33 Ministère de l'intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	919 016 000	919 016 000	919 016 000	919 016 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 510 000 000	1 510 000 000	1 712 843 808	1 712 843 808	202 843 808	13,4	202 843 808	13,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	12 897 000 000	1 252 000 000	13 869 447 460	1 244 447 460	992 447 460	7,7	-7 552 540	-0,6	
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 1003	18 326 816 000	18 326 016 000	17 521 307 268	4 876 307 268	1 195 291 268	7,3	195 291 268	1,2	
	2009 Sécurité publique	2 Dépenses de personnel	40 707 932 168	40 707 932 168	40 707 932 168	40 707 932 168	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	7 600 000 000	7 600 000 000	8 152 662 688	8 152 662 688	552 662 688	7,3	552 662 688	7,3	
		4 Transferts courants	10 638 000 000	10 638 000 000	13 638 000 000	13 638 000 000	3 000 000 000	28,2	3 000 000 000	28,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	57 880 133 572	2 600 000 000	57 857 922 227	2 577 788 658	-22 211 345	0	-22 211 345	-0,9	
		6 Transferts en capital	52 221 000 000	5 000 000 000	70 323 377 447	7 250 000 000	18 102 377 447	34,7	2 250 000 000	4,5	
2010 Sécurité civile	Total Prog. 2009		169 047 065 740	169 047 065 740	190 679 694 530	72 326 393 511	21 632 828 790	12,8	5 780 451 343	3,4	
		2 Dépenses de personnel	22 417 241 971	22 417 241 971	22 417 241 971	22 417 241 971	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	3 520 000 000	3 520 000 000	3 618 174 414	3 618 174 414	98 174 414	2,8	98 174 414	2,8	
		4 Transferts courants	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	48 988 774 690	5 900 000 000	49 824 805 434	6 736 030 744	836 030 744	1,7	836 030 744	14,2	
	2011 Administration territoriale	6 Transferts en capital	0	0	4 567 953 971	4 567 953 971	4 567 953 971	0	4 567 953 971	0	
		Total Prog. 2018	76 746 016 661	76 746 016 661	82 248 176 790	39 159 491 100	6 502 159 129	7,2	5 582 159 129	7,2	
		2 Dépenses de personnel	4 883 842 000	4 883 842 000	4 883 842 000	4 883 842 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	2 316 588 536	2 316 588 536	2 640 927 077	2 640 927 077	324 338 541	14,0	324 338 541	14,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	10 738 000 000	200 000 000	10 706 952 300	168 952 300	-31 047 700	-0,3	-31 047 700	-15,5	
Total Prog. 2011	17 738 430 536	17 738 430 536	18 031 721 377	7 493 721 377	293 290 841	1,7	293 290 841	1,7			

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement			Catégories de dépense					
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6					
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
33 Ministère de l'Intérieur	2012 Gouvernance électorale	2 Dépenses de personnel	173 716 000	173 716 000	173 716 000	173 716 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	5 100 000 000	5 100 000 000	3 466 782 500	3 466 782 500	-1 633 217 500	-32,0	-1 633 217 500	-32,0	
		4 Transferts courants	2 294 000 000	2 294 000 000	2 294 000 000	2 294 000 000	0	0	0	0	
		5 Transferts en capital	50 000 000 000	10 000 000 000	10 500 000 000	0	-39 500 000 000	-79	-10 000 000 000	-100	
		Total Prog. 2012	57 567 718 000	57 567 718 000	18 434 488 500	5 934 488 500	-41 133 217 500	-71,5	-11 633 217 500	-20,2	
	3003 Fonds de lutte contre les incendies	3 Acquisition de biens et services	126 000 000	126 000 000	126 000 000	126 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	74 000 000	74 000 000	74 000 000	74 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 3003	337 626 244 937	129 852 338 675	325 115 597 468	129 990 311 757	-12 609 647 471	-3,7	137 976 082	0,1	
	Total Section 33			1 095 313 000	1 095 313 000	1 095 313 000	1 095 313 000	0	0	0	0
	34 Ministère de la Justice	1004 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 002 279 400	1 002 279 400	780 901 483	780 901 483	-221 377 917	-22,1	-221 377 917	-22,1
3 Acquisition de biens et services			2 437 000 000	2 437 000 000	3 467 000 000	3 467 000 000	1 030 000 000	42,3	1 030 000 000	42,3	
4 Transferts courants			2 907 030 000	910 617 575	2 874 524 699	878 112 477	-32 505 101	-1,1	-32 505 101	-3,6	
5 Investissements exécutés par l'Etat			100 000 000	100 000 000	25 100 000 000	25 100 000 000	25 000 000 000	99,999	25 000 000 000	99,999	
Total Prog. 1004			7 541 622 400	7 541 622 400	33 317 739 352	31 321 328 960	25 776 116 962	341,8	25 776 116 962	341,8	
2014 Justice judiciaire		2 Dépenses de personnel	17 032 551 973	17 032 551 973	17 032 551 973	17 032 551 973	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 735 075 850	1 735 075 850	1 694 251 901	1 694 251 901	-40 823 949	-2,4	-40 823 949	-2,4	
		4 Transferts courants	800 000 000	800 000 000	860 000 000	860 000 000	60 000 000	7,5	60 000 000	7,5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 662 842 604	850 000 000	4 976 742 060	163 899 458	-686 100 544	-12,1	-686 100 544	-80,7	
		Total Prog. 2014	25 230 470 427	25 230 470 427	24 663 646 934	19 750 703 330	-666 824 483	-2,6	-666 924 493	-2,6	
2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	2 Dépenses de personnel	1 212 356 000	1 212 356 000	1 212 356 000	1 212 356 000	0	0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	1 116 571 120	1 116 571 120	1 116 432 634	1 116 432 634	-138 486	0	-138 486	0		

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Budget		Source de financement				Catégories de dépense			
		Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources Internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
		Catégorie dépense		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				ECART			
		AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
34 Ministère de la Justice	2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	375 000 000	375 000 000	139 024 146	139 024 146	-235 975 854	-62,9	-235 975 854	-62,9	-235 975 854	-62,9
	Total Prog. 2015	2 703 927 120	2 703 927 120	2 467 812 780	2 467 812 780	-236 114 340	-8,7	-236 114 340	-8,7	-236 114 340	-8,7
	2016 Administration pénitentiaire	7 538 999 000	7 538 999 000	7 538 999 000	7 538 999 000	0	0	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	5 745 000 000	5 745 000 000	5 580 895 995	5 580 895 995	-164 304 005	-2,9	-164 304 005	-2,9	-164 304 005	-2,9
	4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	316 000 000	316 000 000	166 000 000	110,7	166 000 000	110,7	166 000 000	110,7
	5 Investissements exécutés par l'Etat	7 814 550 381	3 925 000 000	13 199 275 991	4 809 725 616	5 384 725 616	68,9	884 725 616	22,5	884 725 616	22,5
	6 Transferts en capital	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	Total Prog. 2016	21 348 849 381	21 348 849 381	26 734 970 992	16 346 420 611	6 386 421 611	25,2	886 421 611	4,2	886 421 611	4,2
	200 Bonne gouvernance et Droits humains	188 226 000	188 226 000	188 226 000	188 226 000	0	0	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	465 500 000	465 500 000	444 888 887	444 888 887	-20 611 113	-4,4	-20 611 113	-4,4	-20 611 113	-4,4
	4 Transferts courants	155 000 000	155 000 000	155 000 000	155 000 000	0	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 522 216 817	1 522 216 817	1 509 042 348	1 509 042 348	-13 174 469	-0,9	-13 174 469	-0,9	-13 174 469	-0,9
	Total Prog. 2100	2 330 942 817	2 330 942 817	2 297 187 236	2 297 187 236	-33 755 582	-1,4	-33 755 582	-1,4	-33 755 582	-1,4
	Total Section 34	69 186 812 148	48 486 706 736	89 381 226 323	74 182 420 916	30 226 714 178	81,1	26 726 714 178	83,1	26 726 714 178	83,1
36 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	497 701 000	497 701 000	497 701 000	497 701 000	0	0	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	584 780 425	584 780 425	584 598 183	584 598 183	-184 242	0	-184 242	0	-184 242	0
	Total Prog. 1005	1 082 481 425	1 082 481 425	1 082 297 183	1 082 297 183	-184 242	0	-184 242	0	-184 242	0
	2017 Fonction publique	1 142 400 643	1 142 400 643	1 142 400 643	1 142 400 643	0	0	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	663 184 000	663 184 000	662 848 718	662 848 718	-335 282	-0,1	-335 282	-0,1	-335 282	-0,1
	4 Transferts courants	535 000 000	535 000 000	535 000 000	535 000 000	0	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	727 000 000	727 000 000	515 139 600	515 139 600	-211 860 400	-29,1	-211 860 400	-29,1	-211 860 400	-29,1
37	Total Prog. 2017	3 087 684 843	3 087 684 843	2 866 388 964	2 866 388 964	-212 195 882	-6,9	-212 195 882	-6,9	-212 195 882	-6,9

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART		
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	2018 Renouveau du service public	2 Dépenses de personnel	94 204 000	94 204 000	94 204 000	94 204 000	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	254 100 000	254 100 000	254 070 281	254 070 281	-29 719	0	-29 719	0	-29 719
		5 Investissements exécutés par l'Etat	773 000 000	773 000 000	1 073 000 000	1 073 000 000	300 000 000	38,8	300 000 000	38,8	300 000 000
		Total Prog. 2018	1 121 304 800	1 121 304 000	1 421 274 281	1 421 274 281	299 970 281	26,8	299 970 281	26,8	299 970 281
	Total Section 35		5 271 370 866	5 271 370 068	5 358 960 425	5 358 960 425	87 590 357	1,7	87 590 357	1,7	87 590 357
37 Ministère du travail, du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	1006 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	448 931 207	448 931 207	448 931 207	448 931 207	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	475 112 000	475 112 000	540 662 166	540 662 166	65 550 166	13,8	65 550 166	13,8	65 550 166
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	0
		Total Prog. 1006	1 924 043 207	1 924 043 207	1 989 593 373	1 989 593 373	65 550 166	3,4	65 550 166	3,4	65 550 166
	2019 Gouvernance du marché du travail	2 Dépenses de personnel	882 932 000	882 932 000	882 932 000	882 932 000	0	0	0	0	0
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime		3 Acquisition de biens et services	784 450 000	784 450 000	1 054 441 956	1 054 441 956	269 991 956	34,4	269 991 956	34,4	269 991 956
		4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2019	2 817 382 000	2 817 382 000	2 887 373 956	2 887 373 956	269 991 956	10,3	269 991 956	10,3	269 991 956
	2107 Protection sociale des travailleurs	2 Dépenses de personnel	69 408 000	69 408 000	69 408 000	69 408 000	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	142 600 000	142 600 000	142 599 492	142 599 492	-508	0	-508	0	-508
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime		Total Prog. 2107	212 008 000	212 008 000	212 005 492	212 005 492	-508	0	-508	0	-508
	Total Section 37		4 753 431 207	4 753 431 207	5 088 972 821	5 088 972 821	335 541 614	7,1	335 541 614	7,1	335 541 614
	1008 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	717 101 792	717 101 792	717 101 792	717 101 792	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	172 712 150	172 712 150	134 480 162	134 480 162	-38 231 988	-22,1	-38 231 988	-22,1	-38 231 988
		5 Investissements exécutés par l'Etat	258 747 040	258 747 040	242 000 000	242 000 000	-16 747 040	-6,5	-16 747 040	-6,5	-16 747 040
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime		Total Prog. 1008	1 148 560 982	1 148 560 982	1 993 581 954	1 993 581 954	-54 979 028	-4,8	-54 979 028	-4,8	-54 979 028
	2023 Pêche et Aquaculture	2 Dépenses de personnel	1 023 215 000	1 023 215 000	1 023 215 000	1 023 215 000	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	352 594 728	352 594 728	329 350 887	329 350 887	-23 243 841	-6,6	-23 243 841	-6,6	-23 243 841
		Total Prog. 2023	1 375 809 728	1 375 809 728	1 352 565 887	1 352 565 887	-23 243 841	-1,7	-23 243 841	-1,7	-23 243 841
	Total Section 40		10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	0	0	0	0	0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement		Catégories de dépense				Catégories de dépense				Catégories de dépense			
Ministère/Institution (Section)		Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		CP		AE		CP	
								VAL ABS		%		VAL ABS		%	
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	2023 Pêche et Aquaculture	4 Transferts courants		764 000 000	764 000 000	1 094 512 000	1 094 512 000	330 512 000	43,3	330 512 000	43,3	330 512 000	43,3	330 512 000	43,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat		21 840 000 000	10 853 980 887	19 098 174 551	8 113 185 238	-2 740 825 449	-12,5	-2 740 825 449	-12,5	-2 740 825 449	-25,3	-2 740 825 449	-25,3
		6 Transferts en capital		2 000 000 000	2 000 000 000	2 540 233 416	2 540 233 416	540 233 416	27,0	540 233 416	27,0	540 233 416	27,0	540 233 416	27,0
		Total Prog. 2023		28 979 809 728	26 978 809 728	24 086 486 864	13 100 478 641	-1 893 323 874	-7,3	-1 893 323 874	-7,3	-1 893 323 874	-7,3	-1 893 323 874	-7,3
		2 Dépenses de personnel		22 032 000	22 032 000	22 032 000	22 032 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	2024 Economie Maritime	3 Acquisition de biens et services		48 487 004	48 487 004	40 754 226	40 754 226	-5 732 778	-12,3	-5 732 778	-12,3	-5 732 778	-12,3	-5 732 778	-12,3
		4 Transferts courants		7 409 537 612	7 409 537 612	7 359 537 612	7 359 537 612	-50 000 000	-0,7	-50 000 000	-0,7	-50 000 000	-0,7	-50 000 000	-0,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat		110 922 268 740	21 193 000 000	80 104 500 000	16 600 000 000	-30 817 766 740	-27,8	-30 817 766 740	-27,8	-4 593 000 000	-21,7	-4 593 000 000	-21,7
		6 Transferts en capital		51 327 701 010	4 081 000 000	78 602 467 750	5 131 000 000	27 274 766 740	53,1	27 274 766 740	53,1	1 050 000 000	25,7	1 050 000 000	25,7
		Total Prog. 2024		169 728 024 366	169 728 024 366	166 129 291 808	29 183 333 838	-3 598 732 778	-2,1	-3 598 732 778	-2,1	-3 598 732 778	-2,1	-3 598 732 778	-2,1
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	2 Dépenses de personnel		515 000 000	515 000 000	515 000 000	515 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services		300 000 000	300 000 000	197 500 000	197 500 000	-102 500 000	-34,2	-102 500 000	-34,2	-102 500 000	-34,2	-102 500 000	-34,2
		4 Transferts courants		390 000 000	390 000 000	390 000 000	390 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat		95 000 000	95 000 000	197 500 000	197 500 000	102 500 000	107,9	102 500 000	107,9	102 500 000	107,9	102 500 000	107,9
		Total Prog. 3004		1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total Section 40	2 Dépenses de personnel		841 491 908	841 491 908	841 491 908	841 491 908	0	0	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services		685 477 590	685 477 590	685 326 306	685 326 306	-151 284	0	-151 284	0	-151 284	0	-151 284	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat		500 000 000	500 000 000	487 862 500	412 862 148	-12 137 500	-2,4	-12 137 500	-2,4	-87 137 852	-17,4	-87 137 852	-17,4
		Total Prog. 1009		2 026 969 498	2 026 969 498	2 014 680 714	1 939 680 362	-12 288 784	-0,6	-12 288 784	-0,6	-87 289 136	-4,3	-87 289 136	-4,3
		2 Dépenses de personnel		113 722 000	113 722 000	113 722 000	113 722 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services		86 886 000	86 886 000	86 772 736	86 772 736	-113 264	-0,1	-113 264	-0,1	-113 264	-0,1	-113 264	-0,1

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits LFI 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			
			AE	CP	CP	AE	CP	AE	CP
41 Ministère des Infrastructures, Transports Terrestres et du Désenclavement	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	4 Transferts courants	190 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 792 429 841 198	150 503 715 364	1 882 853 918 844	1 882 853 918 844	91 951 003 268	-109 575 922 354	-6.1
		6 Transferts en capital	13 000 000 000	13 000 000 000	97 575 582 055	47 083 371 797	84 575 582 055	650.6	262.3
		Total Prog. 2027	1 805 820 449 198	1 805 820 449 198	1 780 818 995 639	139 434 869 801	-25 000 463 563	-1.4	-1.4
		3 Acquisition de biens et services	15 000 000	15 000 000	14 971 490	14 971 490	-28 510	-0.2	-0.2
	2028 Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	4 Transferts courants	6 000 000 000	6 000 000 000	5 100 000 000	5 100 000 000	-900 000 000	-15	-15
		5 Investissements exécutés par l'Etat	68 160 000 000	57 160 000 000	57 300 000 000	46 300 000 000	-10 860 000 000	-15.9	-19.0
		6 Transferts en capital	35 000 000 000	35 000 000 000	36 500 000 000	36 500 000 000	1 500 000 000	4.3	4.3
		Total Prog. 2028	109 175 000 000	109 175 000 000	98 914 971 490	87 914 971 490	-10 260 028 510	-9.4	-9.4
		2 Dépenses de personnel	219 919 000	219 919 000	219 919 000	219 919 000	0	0	0
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	2029 Développement et modernisation des services de transport	3 Acquisition de biens et services	111 011 758	111 011 758	111 004 263	111 004 263	-7 495	0	-7 495
		4 Transferts courants	9 400 000 000	9 400 000 000	5 900 000 000	5 900 000 000	-3 500 000 000	-37.2	-37.2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	294 476 365 240	18 968 339 800	294 446 365 240	18 938 339 800	-30 000 000	0	-0.2
		6 Transferts en capital	5 975 181 793	5 975 181 793	5 300 000 000	5 300 000 000	-675 181 793	-11.3	-11.3
		Total Prog. 2029	310 182 477 791	310 182 477 791	305 977 288 503	30 469 263 063	-4 205 189 288	-1.4	-1.4
	Total Section 41	2 Dépenses de personnel	511 414 840	511 414 840	511 414 840	511 414 840	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	874 000 000	874 000 000	542 281 439	542 281 439	-331 718 561	-38.0	-38.0
		4 Transferts courants	650 000 000	650 000 000	592 000 000	592 000 000	-58 000 000	-8.9	-8.9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	355 000 000	355 000 000	305 000 000	305 000 000	-50 000 000	-14.1	-14.1
		Total Prog. 1010	2 390 414 840	2 390 414 840	1 950 696 278	1 950 696 278	-439 718 561	-18.4	-18.4

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Ressources Internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6			
			Projet LPR 2021 - Crédits inscrits			ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	CP
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	2030 Sécurisation de la base product et dével des infrastruct rural	2 Dépenses de personnel	58 275 000	58 275 000	58 275 000	58 275 000	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	50 000 000	50 000 000	140 848 455	140 848 455	90 848 455	181,7	90 848 455
		4 Transferts courants	7 282 000 000	7 282 000 000	7 210 000 000	7 210 000 000	-72 000 000	-1	-72 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	443 310 736 343	44 885 280 641	448 232 826 257	49 807 370 555	4 922 089 914	1,1	4 922 089 914
		6 Transferts en capital	0	0	2 700 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000	0	2 700 000 000
		Total Prog. 2030	460 701 011 343	450 701 011 343	468 341 849 712	59 916 494 010	7 640 938 368	1,7	7 640 938 368
	2031 Augmentation de la product et valorisa des pchts agricoles	2 Dépenses de personnel	1 387 801 200	1 387 801 200	1 387 801 200	1 387 801 200	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	649 962 474	649 962 474	610 463 083	610 463 083	-39 499 381	-6,1	-39 499 381
		4 Transferts courants	51 075 000 000	51 075 000 000	51 075 000 000	51 075 000 000	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	207 981 848 933	44 344 688 500	201 574 761 081	37 937 800 848	-6 407 087 852	-3,1	-6 407 087 852
		6 Transferts en capital	10 321 000 000	10 321 000 000	10 246 775 000	10 246 775 000	-74 225 000	-0,7	-74 225 000
43 Ministère des Finances et du Budget	2033 Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	Total Prog. 2031	271 416 612 607	271 416 612 607	264 804 806 374	101 267 639 841	-6 610 812 233	-2,4	-6 610 812 233
		2 Dépenses de personnel	283 870 840	283 870 840	283 870 840	283 870 840	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	136 611 194	136 611 194	131 092 787	131 092 787	-5 518 407	-4,0	-5 518 407
		4 Transferts courants	8 050 897 000	8 050 897 000	7 872 252 000	7 872 252 000	-178 645 000	-2,2	-178 645 000
		Total Prog. 2033	8 471 378 034	8 471 378 034	8 287 216 627	8 287 216 627	-184 161 407	-2,2	-184 161 407
		1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	732 878 417 824	170 915 801 688	733 474 661 992	171 412 045 857	496 244 168	0,1	496 244 168
	Total Section 42	2 Dépenses de personnel	3 626 736 373	3 626 736 373	3 626 736 373	3 626 736 373	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	4 133 969 953	4 133 969 953	3 976 537 576	3 976 537 576	-157 432 377	-3,8	-157 432 377
		4 Transferts courants	3 807 857 265	3 807 857 265	3 717 857 265	3 717 857 265	-90 000 000	-2,4	-90 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 384 365 059	1 384 365 059	1 867 132 810	1 867 132 810	482 767 751	34,9	482 767 751
		Total	13 848 046 249	13 848 046 249	13 270 000 000	13 270 000 000	-578 046 249	-4,2	-578 046 249

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Source de financement				Catégories de dépense				Catégories de dépense			
		Budget				Ressources internes et ressources externes				ECART			
		1-2-3-4-5-6				1-2-3-4-5-6				1-2-3-4-5-6			
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 1011	14 952 928 650	14 952 928 650	15 188 264 024	15 188 264 024	15 188 264 024	15 188 264 024	235 335 374	1,6	235 335 374	1,6	235 335 374	1,6
	2032 Gestion ressources douanières et protection de l'économie	9 467 649 502	9 467 649 502	9 467 649 502	9 467 649 502	9 467 649 502	9 467 649 502	0	0	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	1 890 875 762	1 890 875 762	2 279 870 984	2 279 870 984	2 279 870 984	2 279 870 984	388 995 222	20,6	388 995 222	20,6	388 995 222	23,0
	4 Transferts courants	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000	0	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	39 206 552 743	7 200 000 000	42 638 552 743	7 235 000 000	42 638 552 743	7 235 000 000	3 430 000 000	8,7	3 430 000 000	8,7	3 430 000 000	0,9
	6 Transferts en capital	0	0	1 699 500 000	1 699 500 000	1 699 500 000	1 699 500 000	1 699 500 000	0	1 699 500 000	0	1 699 500 000	0
	Total Prog. 2032	50 691 078 007	50 691 078 007	56 109 573 226	20 506 620 498	56 109 573 226	20 506 620 498	5 518 495 222	10,3	5 518 495 222	10,3	2 123 495 222	4,2
	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2 324 212 616	2 324 212 616	2 324 212 616	2 324 212 616	2 324 212 616	2 324 212 616	0	0	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	3 174 890 640	3 174 890 640	3 441 248 575	3 441 248 575	3 441 248 575	3 441 248 575	266 357 935	8,4	266 357 935	8,4	266 357 935	8,4
	4 Transferts courants	742 400 000	742 400 000	14 631 969 070	14 631 969 070	14 631 969 070	14 631 969 070	13 889 569 070	1870,9	13 889 569 070	1870,9	13 889 569 070	1870,9
	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 744 118 013	2 365 724 257	3 276 038 846	2 930 645 090	3 276 038 846	2 930 645 090	534 920 833	19,5	534 920 833	19,5	534 920 833	22,3
	6 Transferts en capital	36 633 358 711	36 633 358 711	47 778 637 275	47 778 637 275	47 778 637 275	47 778 637 275	11 145 278 564	30,4	11 145 278 564	30,4	11 145 278 564	30,4
	Total Prog. 2035	45 618 979 980	45 618 979 980	71 453 106 386	71 106 712 630	71 453 106 386	71 106 712 630	25 836 126 406	56,6	25 836 126 406	56,6	25 836 126 406	56,6
	2036 Gestion compl. et financ Etat et autres organismes publics	3 948 287 520	3 948 287 520	3 948 287 520	3 948 287 520	3 948 287 520	3 948 287 520	0	0	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	1 910 676 748	1 910 676 748	1 647 272 374	1 647 272 374	1 647 272 374	1 647 272 374	-263 404 374	-13,8	-263 404 374	-13,8	-263 404 374	-13,8
	4 Transferts courants	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	10 254 092 793	2 142 905 931	10 084 092 793	1 972 905 931	10 084 092 793	1 972 905 931	-170 000 000	-1,7	-170 000 000	-1,7	-170 000 000	-7,9
	Total Prog. 2036	16 133 057 061	16 133 057 061	15 699 652 687	7 589 486 825	15 699 652 687	7 589 486 825	-433 404 374	-2,7	-433 404 374	-2,7	-433 404 374	-2,7
	2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	5 474 771 455	5 474 771 455	5 474 771 455	5 474 771 455	5 474 771 455	5 474 771 455	0	0	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	1 564 306 842	1 564 306 842	1 398 907 178	1 398 907 178	1 398 907 178	1 398 907 178	-165 399 664	-10,6	-165 399 664	-10,6	-165 399 664	-10,6

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6					
			Ressources internes et ressources externes			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits					
			Crédits inscrits LFI 2021			AE			ECART		
			AE	CP	CP	AE	CP	CP	VAL ABS	%	CP
43 Ministère des Finances et du Budget	2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	4 Transferts courants	28 770 000	28 770 000	28 770 000	28 770 000	28 770 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 876 464 825	6 565 604 370	7 469 074 224	8 929 934 679	7 469 074 224	29,9	2 053 469 854	29,9	903 469 854
		6 Transferts en capital	4 000 000 000	4 000 000 000	5 620 241 470	5 620 241 470	5 620 241 470	40,5	1 620 241 470	40,5	1 620 241 470
		Total Prog. 2037	17 944 313 122	17 944 313 122	19 991 764 327	21 482 624 782	19 991 764 327	19,6	3 508 311 660	19,6	2 358 311 660
		2 Dépenses de personnel	269 611 000	269 611 000	269 611 000	269 611 000	269 611 000	0	0	0	0
	2038 Gestion du secteur financier	3 Acquisition de biens et services	636 700 000	636 700 000	600 895 480	600 895 480	600 895 480	-5,6	-35 804 520	-5,6	-35 804 520
		4 Transferts courants	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	968 000 000	757 719 615	944 898 840	944 898 840	704 618 455	-5,3	-53 101 160	-5,3	-53 101 160
		6 Transferts en capital	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2038	4 037 430 000	4 037 430 000	3 948 624 320	3 948 624 320	3 708 243 938	-2,2	-88 806 680	-2,2	-88 806 680
44 Ministère du Pétrole et des Energies	3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4 Transferts courants	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3005	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3006	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
	3007 Gestion des Garanties et avais	Total Prog. 3007	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
		Total Section 43	283 877 786 820	241 888 812 816	317 883 748 426	317 883 748 426	271 889 471 227	12,2	34 676 988 608	12,2	30 030 958 608
		2 Dépenses de personnel	409 892 163	409 892 163	409 892 163	409 892 163	409 892 163	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	401 000 290	401 000 290	333 680 854	333 680 854	333 680 854	-16,8	-67 319 436	-16,8	-67 319 436
		4 Transferts courants	300 000 000	300 000 000	471 603 018	471 603 018	471 603 018	57,2	171 603 018	57,2	171 603 018
44 Ministère du Pétrole et des Energies	1012 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Total Prog. 1012	1 110 892 463	1 110 892 463	1 218 176 036	1 218 176 036	1 218 176 036	9,4	104 283 582	9,4	104 283 582
		3 Acquisition de biens et services	26 496 131	26 496 131	17 243 179	17 243 179	17 243 179	-34,9	-9 252 952	-34,9	-9 252 952
		4 Transferts courants	2 800 000 000	2 800 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000	-8,9	-250 000 000	-8,9	-250 000 000
		Total Prog. 2039	2 800 000 000	2 800 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000	-8,9	-250 000 000	-8,9	-250 000 000

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes			
			Crédits inscrits LFI 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			
			AE	CP		AE	CP	AE	CP
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	2041 Développement du marché intérieur et de la consommation	5 Investissements exécutés par l'Etat	31 421 977 000	6 193 000 000		28 726 542 634	3 497 665 634	VAL ABS	CP
								VAL ABS	%
								VAL ABS	%
								VAL ABS	%
								VAL ABS	%
	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	5 Transferts en capital	2 055 000 000	2 055 000 000		2 242 500 000	2 242 500 000	187 500 000	187 500 000
		Total Prog. 2041	38 734 793 943	38 734 793 943		33 696 384 604	8 487 807 804	-2 038 409 377	-2 038 409 377
		2 Dépenses de personnel	252 437 000	252 437 000		252 437 000	252 437 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	123 300 010	123 300 010		107 351 008	107 351 008	-15 949 001	-15 949 001
		4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000		950 000 000	950 000 000	0	0
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	2043 Promo et développement Entrepreneuriat privé et des PME/PMI	5 Investissements exécutés par l'Etat	166 550 000	166 550 000		220 881 000	220 881 000	54 331 000	54 331 000
		Total Prog. 2042	1 492 287 010	1 492 287 010		1 530 669 006	1 530 669 006	38 381 996	38 381 996
		2 Dépenses de personnel	70 673 000	70 673 000		70 673 000	70 673 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	223 333 333	223 333 333		180 109 887	180 109 887	43 223 446	43 223 446
		4 Transferts courants	1 400 000 000	1 400 000 000		1 299 331 130	1 299 331 130	-100 668 870	-100 668 870
	2044 Promotion et valorisation des produits locaux	5 Investissements exécutés par l'Etat	8 362 036 692	2 500 000 000		8 362 036 692	2 500 000 000	0	0
		5 Transferts en capital	17 000 000 000	1 050 000 000		2 050 000 000	800 000 000	-14 950 000 000	-250 000 000
		Total Prog. 2043	27 066 043 026	27 066 043 026		11 962 160 706	4 860 114 017	-15 093 892 316	-393 892 316
		4 Transferts courants	222 194 000	222 194 000		222 194 000	222 194 000	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000		100 000 000	100 000 000	-200 000 000	-200 000 000
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	Total Section 45	5 Transferts en capital	200 000 000	200 000 000		200 000 000	200 000 000	0	0
		Total Prog. 2044	722 194 000	722 194 000		622 184 000	622 184 000	-200 000 000	-200 000 000
		2 Dépenses de personnel	98 343 188 432	19 302 271 740		49 345 038 920	17 004 122 228	-16 998 149 612	-2 298 149 612
		3 Acquisition de biens et services	790 525 322	790 525 322		790 525 322	790 525 322	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	940 916 765	940 916 765		1 088 469 972	1 088 469 972	147 553 207	147 553 207
	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	5 Transferts courants	2 215 000 000	855 000 000		2 419 602 774	1 058 602 774	203 602 774	203 602 774
		Total Prog. 2044	722 194 000	722 194 000		622 184 000	622 184 000	-200 000 000	-200 000 000
		2 Dépenses de personnel	98 343 188 432	19 302 271 740		49 345 038 920	17 004 122 228	-16 998 149 612	-2 298 149 612
		3 Acquisition de biens et services	790 525 322	790 525 322		790 525 322	790 525 322	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	940 916 765	940 916 765		1 088 469 972	1 088 469 972	147 553 207	147 553 207
		5 Transferts courants	2 215 000 000	855 000 000		2 419 602 774	1 058 602 774	203 602 774	203 602 774

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Source de financement				Catégories de dépense			
		Budget		Ressources internes et ressources externes		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART	
		1-2-3-4-5-6		1-2-3-4-5-6		1-2-3-4-5-6		1-2-3-4-5-6	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	3 946 442 087	3 946 442 087	4 297 598 068	2 937 598 068	351 155 991	8,9	351 155 991	8,9
	2045 Aménagement et développement urbain	203 413 000	203 413 000	203 413 000	203 413 000	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	256 000 000	256 000 000	202 911 817	202 911 817	-53 088 183	-20,7	-53 088 183	-20,7
	4 Transferts courants	300 000 000	300 000 000	338 000 000	338 000 000	38 000 000	12,7	38 000 000	12,7
	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 403 000 000	5 403 000 000	5 179 680 293	5 179 680 293	-223 319 707	-4,1	-223 319 707	-4,1
	5 Transferts en capital	15 045 000 000	15 045 000 000	6 400 000 000	6 400 000 000	-8 645 000 000	-57,5	-8 645 000 000	-57,5
	Total Prog. 2045	21 207 413 000	21 207 413 000	12 324 005 119	12 324 005 119	-8 883 407 880	-41,9	-8 883 407 880	-41,9
	2 Dépenses de personnel	161 310 000	161 310 000	161 310 000	161 310 000	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	349 228 423	349 228 423	349 723 845	349 723 845	495 422	0,1	495 422	0,1
	4 Transferts courants	17 450 000 000	17 450 000 000	11 683 000 000	11 683 000 000	-5 767 000 000	-33,0	-5 767 000 000	-33,0
2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 970 000 000	1 970 000 000	1 943 402 748	1 943 402 748	-26 597 252	-1,4	-26 597 252	-1,4
	5 Transferts en capital	29 718 147 045	15 296 004 161	26 422 142 894	12 000 000 000	-3 296 004 161	-11,1	-3 296 004 161	-21,5
	Total Prog. 2046	49 648 685 468	49 648 685 468	40 559 679 477	26 137 436 893	-9 089 105 991	-18,3	-9 089 105 991	-18,3
	2 Dépenses de personnel	198 897 000	198 897 000	198 897 000	198 897 000	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	388 743 141	388 743 141	387 234 704	387 234 704	-1 508 437	-0,4	-1 508 437	-0,4
	4 Transferts courants	15 000 000 000	15 000 000 000	19 930 000 000	19 930 000 000	4 930 000 000	32,9	4 930 000 000	32,9
	5 Investissements exécutés par l'Etat	10 329 360 728	10 329 360 728	9 829 360 728	9 829 360 728	-500 000 000	-4,8	-500 000 000	-4,8
	5 Transferts en capital	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 2047	26 167 000 869	26 167 000 869	30 595 492 432	30 595 492 432	4 428 491 563	16,9	4 428 491 563	16,9
	Total Section 46	100 969 541 424	65 187 398 549	87 779 675 067	71 894 532 203	-13 192 866 337	-13,1	-13 192 866 337	-13,5

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources Internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		CP		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
47 Ministère du Développement Industriel et de la petite et moyenne industrie	1015 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	313 062 285	313 062 285	313 062 285	313 062 285	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	406 020 998	406 020 998	405 320 922	405 320 922	-700 076	-0,2	-700 076	-0,2	
		4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 1015	759 083 283	759 083 283	758 383 207	758 383 207	-700 076	-0,1	-700 076	-0,1	
	2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise	2 Dépenses de personnel	81 522 000	81 522 000	81 522 000	81 522 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	36 350 000	36 350 000	36 343 518	36 343 518	-6 482	0	-6 482	0	
		4 Transferts courants	2 663 380 000	2 663 380 000	3 263 380 000	3 263 380 000	600 000 000	22,5	600 000 000	22,5	
		5 investissements exécutés par l'Etat	105 909 117 011	4 909 117 011	106 809 117 011	5 609 117 011	700 000 000	0,7	700 000 000	14,3	
		5 Transferts en capital	2 070 000 000	2 070 000 000	2 020 000 000	2 020 000 000	-50 000 000	-2,4	-50 000 000	-2,4	
		Total Prog. 2049	110 760 369 011	110 760 369 011	112 010 362 528	11 010 362 528	1 249 993 518	1,1	1 249 993 518	1,1	
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	1016 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	541 187 149	541 187 149	541 187 149	541 187 149	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	257 002 120	257 002 120	187 801 079	187 801 079	-89 201 041	-34,7	-89 201 041	-34,7	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	225 000 000	225 000 000	202 980 900	202 980 900	-22 019 100	-9,8	-22 019 100	-9,8	
		Total Prog. 1016	1 023 189 269	1 023 189 269	911 969 128	911 969 128	-111 220 141	-10,9	-111 220 141	-10,9	
	2050 Développement de l'Offre touristique	2 Dépenses de personnel	108 195 000	108 195 000	108 195 000	108 195 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	139 075 000	139 075 000	113 740 672	113 740 672	-25 334 328	-18,2	-25 334 328	-18,2	
		4 Transferts courants	2 417 500 000	2 417 500 000	2 345 500 000	2 345 500 000	-72 000 000	-3,0	-72 000 000	-3,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	38 765 000 000	3 802 108 734	38 701 075 244	3 738 183 978	-63 924 756	-0,2	-63 924 756	-1,7	
		5 Transferts en capital	50 500 000 000	5 200 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000	-42 800 000 000	-84,8	-42 800 000 000	-84,8	
		Total Prog. 2050	91 927 770 000	91 927 770 000	48 988 510 916	14 003 619 650	-42 941 259 084	-46,7	-42 941 259 084	-46,7	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	2051 Développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aér	2 Dépenses de personnel	5 813 000	5 813 000	5 813 000	5 813 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	22 400 000	22 400 000	12 807 257	12 807 257	-9 592 743	-42,8	-9 592 743	-42,8
		4 Transferts courants	857 500 000	857 500 000	727 500 000	727 500 000	-130 000 000	-15,2	-130 000 000	-15,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	855 000 000	400 000 000	355 000 000	100 000 000	-300 000 000	-45,8	-300 000 000	-75
		6 Transferts en capital	6 524 000 000	6 524 000 000	6 624 000 000	6 624 000 000	100 000 000	1,5	100 000 000	1,5
		Total Prog. 2051	8 064 713 000	8 064 713 000	7 728 120 257	7 470 120 257	-336 592 743	-4,2	-336 592 743	-4,2
	2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	2 Dépenses de personnel	17 202 000	17 202 000	17 202 000	17 202 000	0	0	0	0
50 Ministère de l'Education Nationale	1017 Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	3 Acquisition de biens et services	22 800 000	22 800 000	14 796 786	14 796 786	-8 003 214	-35,1	-8 003 214	-35,1
		4 Transferts courants	3 242 000 000	3 242 000 000	3 892 000 000	3 892 000 000	650 000 000	20,0	650 000 000	20,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	87 533 261 264	4 815 710 500	88 404 435 764	3 696 885 000	-1 128 825 500	-1,3	-1 128 825 500	-23,4
		6 Transferts en capital	6 475 000 000	6 475 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	-4 525 000 000	-69,9	-4 525 000 000	-69,9
		Total Prog. 2052	97 290 263 264	97 290 263 264	92 278 434 550	9 560 883 786	-5 011 828 714	-5,2	-5 011 828 714	-5,2
		Total Section 49	198 308 935 633	36 070 493 503	149 882 034 861	31 946 592 821	-48 423 900 882	-24,4	-3 123 900 882	-8,9
	2053 Education préscolaire	2 Dépenses de personnel	68 293 391 952	68 293 391 952	68 293 391 952	68 293 391 952	0	0	0	0
50 Ministère de l'Education Nationale	1017 Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	3 Acquisition de biens et services	17 235 062 580	17 235 062 580	18 440 658 510	18 440 658 510	1 205 595 930	7,0	1 205 595 930	7,0
		4 Transferts courants	1 657 572 000	1 657 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	500 000 000	30,2	500 000 000	30,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 276 206 513	1 276 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	-40 000 000	-3,1	-40 000 000	-3,1
		Total Prog. 1017	88 462 233 045	88 462 233 045	90 127 828 975	90 127 828 975	1 665 595 930	1,9	1 665 595 930	1,9
		2 Dépenses de personnel	8 270 070 000	8 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	187 845 300	187 845 300	176 785 908	176 785 908	-10 859 391	-5,8	-10 859 391	-5,8
		4 Transferts courants	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	0	0	0	0
	Total Prog. 2053		6 596 967 300	6 596 967 300	6 586 107 908	6 586 107 908	-10 859 391	-0,2	-10 859 391	-0,2

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources Internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépenses	Crédits inscrits LFI 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			AE		CP	
			AE	CP	CP	AE	CP	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
50 Ministère de l'Éducation Nationale	2054 Enseignement Élémentaire	2 Dépenses de personnel	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	28 575 084 982	28 575 084 982	31 699 989 372	31 699 989 372	31 699 989 372	3 124 904 390	10,9	3 124 904 390	10,9	
		4 Transferts courants	5 661 000 000	5 661 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	8 750 000 000	149,3	8 750 000 000	149,3	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	55 793 526 542	16 528 212 023	57 405 526 534	18 140 212 015	1 611 999 992	2,9	1 611 999 992	9,8		
		6 Transferts en capital	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	0	0	0	0		
		Total Prog. 2054	300 778 282 508	300 778 282 508	314 263 186 890	274 997 872 371	13 486 904 382	4,5	13 486 904 382	4,5		
2055 Enseignement Moyen général	2055 Enseignement Moyen général	2 Dépenses de personnel	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	2 679 907 380	2 679 907 380	2 673 063 342	2 673 063 342	-6 844 038	-0,3	-6 844 038	-0,3		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 620 848 478	2 527 128 990	5 520 848 478	2 427 128 990	-100 000 000	-1,8	-100 000 000	-4,0		
		Total Prog. 2055	108 453 780 378	108 453 780 378	108 346 936 340	105 253 218 852	-106 844 038	-0,1	-106 844 038	-0,1		
		2 Dépenses de personnel	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	0	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	1 873 570 000	1 873 570 000	1 748 636 843	1 748 636 843	-124 933 157	-6,7	-124 933 157	-6,7		
2056 Enseignement secondaire général	2056 Enseignement secondaire général	4 Transferts courants	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	0	0	0	0		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	15 484 003 030	1 706 000 000	15 484 003 030	1 706 000 000	0	0	0	0		
		Total Prog. 2056	91 066 879 030	91 066 879 030	90 940 948 873	77 162 942 843	-124 933 157	-0,1	-124 933 157	-0,1		
		2 Dépenses de personnel	86 096 000	86 096 000	86 096 000	86 096 000	0	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	641 414 000	641 414 000	288 201 333	288 201 333	-353 212 667	-55,1	-353 212 667	-55,1		
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0		
2057 Education de base des jeunes et adultes	2057 Education de base des jeunes et adultes	5 Investissements exécutés par l'Etat	766 086 080	266 066 080	766 086 080	266 086 080	0	0	0	0		
		Total Prog. 2057	2 493 596 080	2 493 596 080	2 140 383 413	1 840 383 413	-353 212 667	-14,2	-353 212 667	-14,2		
		Total Section 50		597 848 736 341	541 211 701 304	612 405 388 400	555 766 352 363	14 556 651 059	2,4	14 556 651 059	2,7	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources Internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépenses	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		ECART		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
52 Ministère des Sports	1018 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	714 741 135	714 741 135	714 741 135	714 741 135	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	450 190 400	450 190 400	650 131 628	650 131 628	199 941 228	44,4	199 941 228	44,4	
		4 Transferts courants	260 000 000	260 000 000	1 360 000 000	1 360 000 000	1 100 000 000	423,1	1 100 000 000	423,1	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	100 000 000	300 000 000	100 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 1018	1 724 931 635	1 724 931 635	3 024 872 763	2 824 872 763	1 299 941 228	76,4	1 299 941 228	76,4	
	2058 Développement des ressources humaines et de la formation	2 Dépenses de personnel	66 596 780	66 596 780	66 596 780	66 596 780	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	151 650 000	151 650 000	144 379 851	144 379 851	-7 270 349	-4,8	-7 270 349	-4,8	
		4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 420 000 000	570 000 000	4 202 325 000	352 325 000	-217 675 000	-4,9	-217 675 000	-38,2	
		Total Prog. 2058	4 698 246 780	4 698 246 780	4 473 301 431	623 301 431	-224 945 349	-4,8	-224 945 349	-4,8	
2059 Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	2 Dépenses de personnel	207 595 280	207 595 280	207 595 280	207 595 280	0	0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	5 257 654 180	5 257 654 180	6 710 283 183	6 710 283 183	1 452 629 003	27,6	1 452 629 003	27,6		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	56 664 369 717	23 466 215 478	56 186 369 717	22 988 215 478	-478 000 000	-0,8	-478 000 000	-2,0		
	Total Prog. 2059	62 129 619 177	62 129 619 177	63 104 248 180	28 906 093 942	974 629 003	1,6	974 629 003	1,6		
		69 652 797 492	31 304 643 264	70 602 422 374	33 364 268 136	2 049 624 882	3,0	2 949 624 882	6,6		
53 Ministère de la Culture et de la Communication	1019 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	414 482 286	414 482 286	414 482 286	414 482 286	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	914 973 800	914 973 800	948 787 515	948 787 515	33 813 715	3,7	33 813 715	3,7	
		Total Prog. 1019	1 329 456 086	1 329 456 086	1 363 269 801	1 363 269 801	33 813 715	2,6	33 813 715	2,6	
		2 Dépenses de personnel	546 288 720	546 288 720	546 288 720	546 288 720	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	452 532 630	452 532 630	429 805 307	429 805 307	-22 727 323	-5,0	-22 727 323	-5,0	
	2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	4 Transferts courants	5 519 096 333	5 519 096 333	5 907 352 276	5 907 352 276	388 255 943	7,0	388 255 943	7,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	17 536 299 547	1 558 750 000	17 030 532 547	1 052 983 000	-505 767 000	-2,9	-505 767 000	-32,4	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Source de financement		Catégories de dépense										
Ministère/Institution (Section)				Programme		Catégorie dépense		Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
								AE		CP		AE		CP		
								VAL ABS		%		VAL ABS		%		
53 Ministère de la Culture et de la Communication	2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	6 Transferts en capital	1 000 000 000		1 000 000 000		1 200 000 000		200 000 000		20		200 000 000		20	
			25 054 217 230		25 054 217 230		25 113 978 863		9 136 429 308		59 761 623		59 761 623		0,2	
			34 781 680		34 781 680		34 781 680		34 781 680		0		0		0	
			79 884 000		79 884 000		79 542 528		79 542 528		-341 472		-341 472		-0,4	
			9 075 256 716		9 075 256 716		9 325 256 716		9 325 256 716		250 000 000		250 000 000		2,8	
			9 189 922 396		9 189 922 396		9 439 580 924		9 439 580 924		249 658 528		249 658 528		2,7	
2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2 Dépenses de personnel	125 073 920		125 073 920		125 073 920		125 073 920		0		0		0		
		267 196 000		267 196 000		243 929 173		243 929 173		-23 266 827		-23 266 827		-8,7		
		1 278 646 000		1 278 646 000		1 353 646 000		1 353 646 000		75 000 000		75 000 000		5,9		
		6 998 265 580		2 483 500 000		6 991 697 780		2 476 932 200		-6 567 800		-6 567 800		-0,3		
		5 000 000 000		2 800 000 000		3 750 000 000		1 550 000 000		-1 250 000 000		-1 250 000 000		-44,6		
		13 669 181 500		13 669 181 500		12 464 346 873		8 740 581 253		-1 204 834 827		-1 204 834 827		-8,8		
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	49 242 777 212		26 550 482 085		48 381 178 451		25 688 861 324		-861 600 781		-861 600 781		-3,2	
			17 342 469 371		17 342 469 371		17 342 469 371		17 342 469 371		0		0		0	
			12 428 887 066		12 428 887 066		13 594 319 289		13 594 319 289		1 165 432 223		1 165 432 223		9,4	
			15 884 299 000		15 884 299 000		16 474 299 000		16 474 299 000		590 000 000		590 000 000		3,7	
			44 566 287 390		11 847 543 297		44 480 665 949		11 761 921 856		-85 621 441		-85 621 441		-0,7	
			2 288 401 892		2 288 401 892		2 238 401 892		2 238 401 892		-50 000 000		-50 000 000		-2,2	
2064 Santé de base	2 Dépenses de personnel	92 616 344 719		92 610 344 719		94 130 165 501		61 411 411 408		1 619 610 782		1 619 610 782		1,8		
		12 317 365 575		12 317 365 575		12 317 365 575		12 317 365 575		0		0		0		
		1 723 132 314		1 723 132 314		1 707 540 154		1 707 540 154		-15 592 160		-15 592 160		-0,9		
		4 327 000 000		4 327 000 000		4 277 000 000		4 277 000 000		-50 000 000		-50 000 000		-1,2		

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021
TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget										
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Source de financement			Catégories de dépense			
Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6						
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2064 Santé de base	5 Investissements exécutés par l'Etat	479 693 422 700	71 390 372 880	512 724 584 866	104 421 515 046	33 031 142 166	6,9	33 031 142 166	46,3
		5 Transferts en capital	1 475 851 562	1 475 851 562	9 259 502 662	9 259 502 662	7 783 651 100	527,4	7 783 651 100	527,4
		Total Prog. 2064	499 636 772 151	499 636 772 151	540 285 973 257	131 982 923 437	40 749 201 106	8,2	48 749 201 106	8,2
	2066 Santé de référence	2 Dépenses de personnel	15 763 075 440	15 763 075 440	15 763 075 440	15 763 075 440	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	241 643 000	241 643 000	236 582 421	236 582 421	-5 060 579	-2,1	-5 060 579	-2,1
		4 Transferts courants	19 469 715 000	19 469 715 000	17 919 715 000	17 919 715 000	-1 550 000 000	-8,0	-1 550 000 000	-8,0
	2067 Protection sociale	5 Investissements exécutés par l'Etat	171 088 000 000	22 052 438 766	170 235 575 040	21 200 013 806	-852 424 960	-0,5	-852 424 960	-3,9
		5 Transferts en capital	4 955 561 234	4 955 561 234	4 905 561 234	4 905 561 234	-50 000 000	-1,0	-50 000 000	-1,0
		Total Prog. 2066	211 517 994 674	211 517 994 674	209 060 609 136	60 024 947 901	-2 487 485 539	-1,2	-2 487 485 539	-1,2
	55 Ministère de la Jeunesse	1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	911 877 620	911 877 620	911 877 620	911 877 620	0	0	0
3 Acquisition de biens et services			642 205 400	642 205 400	617 839 404	617 839 404	-24 365 996	-3,8	-24 365 996	-3,8
4 Transferts courants			268 358 000	268 358 000	267 883 000	267 883 000	-475 000	-0,2	-475 000	-0,2
Total Section 64		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 371 999 568	700 497 038	1 142 504 600	471 002 070	-229 494 968	-16,7	-229 494 968	-32,8
		5 Transferts en capital	550 000 000	550 000 000	290 000 000	290 000 000	-260 000 000	-47,3	-260 000 000	-47,3
		Total Prog. 2067	3 744 440 688	3 744 440 688	3 230 104 624	2 868 802 094	-514 335 964	-13,7	-514 335 964	-13,7
Total Section 84		2 Dépenses de personnel	807 309 552 132	216 560 694 455	846 706 742 517	256 977 684 840	39 397 190 385	4,9	39 397 190 385	16,2
		3 Acquisition de biens et services	891 553 827	891 553 827	891 553 827	891 553 827	0	0	0	0
		4 Transferts courants	450 803 960	450 803 960	1 205 044 742	1 205 044 742	754 240 782	167,3	754 240 782	167,3
Total Prog. 1021		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	0
	5 Transferts en capital	1 947 459 901	211 250 000	1 871 858 901	115 650 000	-75 600 000	-3,9	-95 600 000	-45,3	
	Total Prog. 1021	3 289 816 688	3 289 816 688	4 718 457 470	2 962 248 568	1 428 640 782	43,4	1 488 640 782	42,8	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%
55 Ministère de la Jeunesse	2060 Éducation à la citoyenneté et promotion du volontariat	2 Dépenses de personnel	102 636 780	102 636 780	102 636 780	102 636 780	0	0
		3 Acquisition de biens et services	36 425 200	36 425 200	30 657 398	30 657 398	-5 767 802	-15.8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 179 394 308	4 084 300 000	4 588 677 108	3 503 782 800	-580 517 200	-14.2
		Total Prog. 2060	5 318 456 288	5 318 456 288	4 732 171 286	3 637 076 978	-586 285 002	-11.0
		2 Dépenses de personnel	67 201 860	67 201 860	67 201 860	67 201 860	0	0
	2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	3 Acquisition de biens et services	403 601 154	403 601 154	392 654 418	392 654 418	-10 946 736	-2.7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 677 500 000	577 500 000	1 675 400 000	575 400 000	-2 100 000	-0.1
		Total Prog. 2069	2 148 303 014	2 148 303 014	2 135 256 278	1 035 256 278	-13 046 736	-0.6
		4 Transferts courants	1 650 000 000	1 650 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000	200 000 000	12.1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	41 771 865 140	3 045 642 714	41 771 865 140	3 045 642 714	0	0
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	2070 Promotion socioéconomique des jeunes	3 Transferts en capital	45 826 047 155	6 048 320 802	45 826 047 155	6 048 320 802	0	0
		Total Prog. 2070	89 247 912 296	89 247 912 296	89 247 912 296	10 943 943 616	200 000 000	0.2
		2 Dépenses de personnel	100 004 488 286	17 569 238 297	101 033 797 326	18 678 845 341	1 029 309 044	1.0
		3 Acquisition de biens et services	322 698 536	322 698 536	322 698 536	322 698 536	0	0
		4 Transferts courants	1 331 575 000	1 331 575 000	1 376 790 863	1 376 790 863	45 215 863	3.4
	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	5 Investissements exécutés par l'Etat	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	386 350 000	386 350 000	386 350 000	386 350 000	0	0
		Total Prog. 2071	2 090 623 536	2 090 623 536	2 135 839 398	2 135 839 398	45 215 863	2.2
		2 Dépenses de personnel	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 537 657 485	1 537 657 485	1 526 478 741	1 526 478 741	-11 180 744	-0.7
57 Ministère de l'Environnement et du développement durable	2072 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 Transferts courants	2 070 000 000	2 070 000 000	6 220 000 000	6 220 000 000	4 150 000 000	200.5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 145 499 990	1 145 499 990	4 331 168 328	4 331 168 328	3 185 668 338	278.1
		Total Prog. 2072	3 215 500 000	3 215 500 000	10 551 168 328	10 551 168 328	7 335 668 338	228.6
		2 Dépenses de personnel	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 537 657 485	1 537 657 485	1 526 478 741	1 526 478 741	-11 180 744	-0.7
	2073 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	4 Transferts courants	2 070 000 000	2 070 000 000	6 220 000 000	6 220 000 000	4 150 000 000	200.5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 145 499 990	1 145 499 990	4 331 168 328	4 331 168 328	3 185 668 338	278.1
		Total Prog. 2073	3 215 500 000	3 215 500 000	10 551 168 328	10 551 168 328	7 335 668 338	228.6
		2 Dépenses de personnel	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 537 657 485	1 537 657 485	1 526 478 741	1 526 478 741	-11 180 744	-0.7

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor											
Ministère/Institution (Section)		Programme	Catégorie dépense		Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		Catégories de dépense		
					AE	CP	AE	CP	AE	%	CP
							VAL ABS		VAL ABS	%	VAL ABS
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	5 Transferts en capital			2 241 725 000	2 241 725 000	1 241 725 000	1 241 725 000	-1 000 000 000	-44,6	-1 000 000 000
		Total Prog. 2071			11 100 291 379	11 100 291 379	17 424 778 974	17 424 778 974	6 324 487 595	57,0	6 324 487 595
	2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP	2 Dépenses de personnel			2 739 491 000	2 739 491 000	2 739 491 000	2 739 491 000	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services			670 838 763	670 838 763	855 155 359	855 155 359	-15 683 408	-2,3	-15 683 408
		4 Transferts courants			351 120 000	351 120 000	326 120 000	326 120 000	-25 000 000	-7,1	-25 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat			4 570 731 684	1 708 231 984	4 570 606 414	1 708 106 414	-125 570	0	-125 570
		Total Prog. 2072			8 332 181 747	8 332 181 747	8 291 372 768	8 428 872 768	-40 808 978	-0,5	-40 808 978
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	2073 Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	2 Dépenses de personnel			260 446 000	260 446 000	260 446 000	260 446 000	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services			412 357 290	412 357 290	370 420 032	370 420 032	-41 937 258	-10,2	-41 937 258
		5 Investissements exécutés par l'Etat			22 703 215 561	6 279 157 677	22 820 801 061	6 396 743 177	117 585 500	0,5	117 585 500
		Total Prog. 2073			23 376 016 851	23 376 016 851	23 451 667 693	7 027 609 209	75 648 242	0,3	75 648 242
		Total Section 66			44 899 118 513	25 612 567 629	51 303 658 238	32 017 100 351	6 404 542 722	14,3	6 404 542 722
	1023 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel			904 517 480	904 517 480	904 517 480	904 517 480	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services			191 662 655	191 662 655	169 841 633	169 841 633	-21 821 022	-11,4	-21 821 022
2098 Famille et genre		5 Investissements exécutés par l'Etat			156 890 760	158 890 760	276 890 760	276 890 760	118 000 000	74,3	118 000 000
		Total Prog. 1023			1 255 070 895	1 255 070 895	1 351 249 873	1 351 249 873	96 178 978	7,7	96 178 978
		2 Dépenses de personnel			156 177 600	158 177 600	156 177 600	156 177 600	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services			442 201 020	442 201 020	333 926 128	333 926 128	-108 274 892	-24,5	-108 274 892
		4 Transferts courants			477 498 400	477 498 400	777 498 400	777 498 400	300 000 000	62,8	300 000 000
		5 Investissements exécutés par l'Etat			27 049 136 072	8 826 563 359	27 108 125 832	8 882 553 119	55 967 760	0,2	55 967 760
		Total Prog. 2098			28 126 016 092	28 126 016 092	28 372 727 960	10 160 155 247	247 712 868	0,9	247 712 868
2101 Enfance	2 Dépenses de personnel			92 965 960	92 965 960	92 965 960	92 965 960	0	0	0	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement		Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	2101 Enfance	3 Acquisition de biens et services	272 745 000	272 745 000	269 934 088	269 934 088	-2 810 911	-1,0
		4 Transferts courants	2 398 334 160	2 398 334 160	2 973 752 481	2 973 752 481	575 418 321	24,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	46 376 248 000	7 395 000 000	45 876 248 000	8 685 000 000	-700 000 000	-1,5
		6 Transferts en capital	0	0	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0
		Total Prog. 2101	49 140 293 120	49 140 293 120	49 262 900 530	10 281 652 530	122 607 410	0,2
	2110 Autonomie Economique des femmes	2 Dépenses de personnel	181 677 480	181 677 480	181 677 480	181 677 480	0	0
		3 Acquisition de biens et services	112 801 824	112 801 824	110 125 382	110 125 382	-2 676 442	-2,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 521 126 876	3 020 802 759	13 886 805 718	3 297 217 191	365 678 842	2,7
		6 Transferts en capital	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	0	0
		Total Prog. 2110	14 455 606 180	14 455 606 180	14 828 608 580	4 238 020 063	363 002 400	2,5
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'insertion	Total Section 58		92 965 965 287	25 231 840 457	93 815 486 943	26 022 077 703	829 501 656	0,9
	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	5 976 365 671	5 976 365 671	5 976 365 671	5 976 365 671	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 212 831 194	1 212 831 194	1 353 095 804	1 353 095 804	140 264 610	11,6
		4 Transferts courants	0	0	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0
		Total Prog. 1024	7 189 196 865	7 189 196 865	7 379 461 475	7 379 461 475	190 264 610	2,6
	2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec	2 Dépenses de personnel	18 117 128 000	18 117 128 000	18 117 128 000	18 117 128 000	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 865 691 584	5 865 691 584	5 857 581 952	5 857 581 952	-8 109 632	-0,1
		4 Transferts courants	940 637 600	940 637 600	1 008 212 600	1 008 212 600	67 575 000	7,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	21 547 457 389	13 308 119 616	20 827 553 198	12 588 215 626	-719 904 190	-3,3
		6 Transferts en capital	1 879 612 000	1 879 612 000	2 229 612 000	2 229 612 000	350 000 000	18,6
		Total Prog. 2077	48 350 524 673	48 350 524 673	48 040 086 754	39 600 746 178	-310 438 822	-0,6

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLI EAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Source de financement		Catégories de dépense				
Budget				Ressources Internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6				
Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'insertion	2078 Développement de l'apprentissage	2 Dépenses de personnel	96 143 000	96 143 000	96 143 000	96 143 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	11 899 224	11 899 224	9 990 130	9 990 130	-1 909 094	-16,0	-1 909 094	-16,0
		4 Transferts courants	453 000 000	453 000 000	403 000 000	403 000 000	-50 000 000	-11,0	-50 000 000	-11,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 767 000 000	4 767 000 000	4 362 000 000	4 362 000 000	-425 000 000	-8,9	-425 000 000	-8,9
		6 Transferts en capital	0	0	375 000 000	375 000 000	375 000 000	0	375 000 000	0
		Total Prog. 2078	5 348 042 224	5 348 042 224	5 246 133 130	5 246 133 130	-101 909 094	-1,9	-101 909 094	-1,9
60 Charges non Réparties	2103 Développement de l'emploi	2 Dépenses de personnel	18 214 000	18 214 000	18 214 000	18 214 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	41 800 000	41 800 000	47 266 246	47 266 246	5 466 246	13,1	5 466 246	13,1
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	4 000 000 000	400	4 000 000 000	400
		5 Investissements exécutés par l'Etat	235 000 000	235 000 000	313 455 410	313 455 410	78 455 410	33,4	78 455 410	33,4
			Total Prog. 2103	1 298 814 000	1 298 814 000	5 378 936 656	5 378 936 656	4 083 921 656	315,4	4 083 921 656
		Total Section 59	62 182 777 862	62 182 777 862	66 044 616 812	66 044 616 812	3 861 838 350	6,2	3 861 838 350	7,2
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2 Dépenses de personnel	51 319 840 912	51 319 840 912	51 139 840 912	51 139 840 912	-180 000 000	-0,4	-180 000 000	-0,4
		3 Acquisition de biens et services	100 825 531 000	100 825 531 000	67 458 314 787	67 458 314 787	-33 367 216 213	-33,1	-33 367 216 213	-33,1
		4 Transferts courants	46 939 873 953	46 939 873 953	74 949 730 128	74 949 730 128	28 009 856 175	59,7	28 009 856 175	59,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	29 876 300 000	29 876 300 000	42 032 373 790	42 032 373 790	12 356 073 790	41,6	12 356 073 790	41,6
		6 Transferts en capital	18 600 000 000	14 100 000 000	49 957 107 012	45 457 107 012	31 357 107 012	168,6	31 357 107 012	222,4
		Total Prog. 0010	247 361 545 865	247 361 545 865	285 537 366 629	281 837 366 629	38 175 820 764	15,4	38 175 820 764	15,4
	Total Section 60	247 361 545 865	242 861 845 865	285 537 366 629	281 037 366 629	38 175 820 764	15,4	38 175 820 764	15,7	
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	2 Dépenses de personnel	400 363 110	400 363 110	400 363 110	400 363 110	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	936 500 314	936 500 314	663 568 220	663 568 220	-272 932 094	-29,1	-272 932 094	-29,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 926 705 832	681 705 832	1 761 139 161	516 139 161	-165 566 671	-8,6	-165 566 671	-24,3

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense			
			Budget			Ressources Internes et ressources externes			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	ECART
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	5 Transferts en capital	550 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	0	0
		Total Prog. 1032	3 813 669 256	3 813 669 256	3 375 076 494	2 130 070 494	-438 498 765	-11,5	-11,5
	2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	2 Dépenses de personnel	168 989 000	168 989 000	168 989 000	168 989 000	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	614 840 536	614 840 536	578 081 035	578 081 035	-36 759 501	-6,0	-6,0
		4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	50 851 677 146	13 651 677 146	50 496 150 496	12 296 150 496	-355 526 648	-0,7	-1 355 526 648
		6 Transferts en capital	3 000 000 000	3 000 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000	3 500 000 000	116,7	3 500 000 000
		Total Prog. 2022	54 785 505 882	54 785 505 882	57 893 220 533	19 693 220 533	3 107 713 851	5,7	2 107 713 851
	2034 Economie productive compétitive et création d'emplois	2 Dépenses de personnel	482 189 000	482 189 000	482 189 000	482 189 000	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 193 316 646	1 193 316 646	964 266 247	964 266 247	-229 050 399	-19,2	-229 050 399
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales		4 Transferts courants	7 481 000 000	7 481 000 000	7 577 128 685	7 577 128 685	96 128 685	1,3	96 128 685
		5 Investissements exécutés par l'Etat	572 000 000	572 000 000	576 137 160	576 137 160	4 137 160	0,7	4 137 160
		6 Transferts en capital	24 000 000 000	2 000 000 000	24 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0
		Total Prog. 2034	33 728 505 846	33 728 505 846	33 899 721 092	11 699 721 092	-128 784 554	-0,4	-128 784 554
		2 Dépenses de personnel	92 327 581 884	31 882 681 884	94 888 012 116	33 423 012 116	2 640 430 532	2,8	1 540 430 532
		3 Acquisition de biens et services	2 124 200 327	2 124 200 327	2 124 200 327	2 124 200 327	0	0	0
		4 Transferts courants	39 142 000	39 142 000	807 063 877	807 063 877	33 672 776	4,4	33 672 776
		5 Investissements exécutés par l'Etat	70 119 117	70 119 117	29 142 000	29 142 000	-10 000 000	-25,5	-10 000 000
		Total Prog. 1026	3 006 882 346	3 006 882 346	3 030 528 121	3 030 528 121	23 672 776	0,8	23 672 776
		2 Dépenses de personnel	206 995 220	206 995 220	206 995 220	206 995 220	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	150 379 059	150 379 059	139 521 554	139 521 554	-10 857 505	-7,2	-10 857 505

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense							
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources Internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6							
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021				Projet LFR 2021 - Crédits inscrits								
			AE		CP		AE		CP						
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%							
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	2079 Productions animales	4 Transferts courants	500 000 000		500 000 000		500 000 000		500 000 000		0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	107 718 940 731		19 539 848 608		108 686 549 700		18 428 407 534		-1 052 391 031		-1	-1 111 541 072	-5.7
		6 Transferts en capital	2 021 117 373		2 021 117 373		3 171 117 373		3 171 117 373		1 150 000 000		56.9	1 150 000 000	56.9
	2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	Total Prog. 2079	110 697 432 383		110 697 432 383		110 684 183 847		22 448 041 684		86 751 464		0.1	27 601 423	0
		2 Dépenses de personnel	140 125 500		140 125 500		140 125 500		140 125 500		0		0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	19 000 000		19 000 000		15 199 084		15 199 084		-3 800 918		-20.0	-3 800 916	-20.0
	2081 Mise en marché des produits animaux	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 133 271 279		1 133 271 279		0		0		-1 133 271 279		-100	-1 133 271 279	-100
		6 Transferts en capital	0		0		1 233 271 279		1 233 271 279		1 233 271 279		0	1 233 271 279	0
		Total Prog. 2080	1 292 396 779		1 292 396 779		1 388 896 863		1 388 896 863		96 199 084		7.4	96 199 084	7.4
	63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	44 026 800		44 026 800		44 026 800		44 026 800		0		0	0
3 Acquisition de biens et services			16 000 000		16 000 000		12 885 831		12 885 831		-3 114 169		-19.5	-3 114 169	-19.5
5 Investissements exécutés par l'Etat			326 899 477		326 899 477		196 872 078		196 872 078		-130 027 399		-39.8	-130 027 399	-39.8
2083 Economie numérique		Total Prog. 2081	386 928 077		386 928 077		263 784 509		263 784 509		-133 141 568		-34.4	-133 141 568	-34.4
		2 Dépenses de personnel	115 283 607 584		27 104 615 488		115 387 089 340		27 118 947 174		73 481 756		0.1	14 331 716	0.1
		3 Acquisition de biens et services	374 365 957		374 365 957		374 365 957		374 365 957		0		0	0	0
Total Section 62		3 Acquisition de biens et services	194 050 000		194 050 000		167 214 333		167 214 333		-26 835 667		-13.8	-26 835 667	-13.8
		4 Transferts courants	40 000 000		40 000 000		40 000 000		40 000 000		0		0	0	0
		Total Prog. 1026	608 415 937		608 415 937		601 530 290		601 530 290		-26 835 667		-4.4	-26 835 667	-4.4
2083 Economie numérique		2 Dépenses de personnel	168 781 000		168 781 000		168 781 000		168 781 000		0		0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	66 475 000		66 475 000		61 610 651		61 610 651		-4 864 349		-7.3	-4 864 349	-7.3	
	4 Transferts courants	2 400 000 000		2 400 000 000		2 300 000 000		2 300 000 000		-100 000 000		-4.2	-100 000 000	-4.2	
Total Section 63	5 Investissements exécutés par l'Etat	134 710 010 289		13 222 871 569		132 546 971 439		11 059 832 719		-2 163 038 850		-1.6	-2 163 038 850	-1.6	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits			ECART		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	2083 Economie numérique	5 Transferts en capital	4 050 000 000	4 050 000 000	5 044 779 803	5 044 779 803	994 779 803	24.6	994 779 803	24.6	
	Total Prog. 2083		141 395 266 288	141 395 266 288	140 122 142 883	18 635 004 173	-1 273 123 386	-0.9	-1 273 123 386	-0.9	
	2084 Secteur postal	2 Dépenses de personnel	29 296 000	29 296 000	29 296 000	29 296 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	18 515 000	18 515 000	17 901 689	17 901 689	-613 311	-3.3	-613 311	-3.3	
		4 Transferts courants	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	350 000 000	350 000 000	264 999 792	264 999 792	-85 000 208	-24.3	-85 000 208	-24.3	
		Total Prog. 2084	2 997 811 000	2 997 811 000	2 912 197 481	2 912 197 481	-85 613 519	-2.9	-85 613 519	-2.9	
	Total Section 63		146 001 493 248	146 001 493 248	143 618 920 864	22 128 781 944	-1 385 572 382	-1	-1 385 572 382	-0.9	
	64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	239 386 468	239 386 468	239 386 468	239 386 468	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	536 041 435	536 041 435	486 775 701	486 775 701	-49 265 734	-9.2	-49 265 734	-9.2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	150 000 000	150 000 000	149 752 520	149 752 520	-247 480	-0.2	-247 480	-0.2	
		Total Prog. 1569	926 427 903	926 427 903	876 914 689	876 914 689	-49 513 214	-5.4	-49 513 214	-5.4	
2102 Promotion de la microfinance		2 Dépenses de personnel	37 845 000	37 845 000	37 845 000	37 845 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	17 179 350	17 179 350	26 679 350	26 679 350	9 500 000	55.3	9 500 000	55.3	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	8 203 485 305	8 203 485 305	19 324 485 305	19 324 485 305	11 121 000 000	135.6	11 121 000 000	135.6	
		6 Transferts en capital	863 000 000	863 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000	500 000 000	57.9	500 000 000	57.9	
		Total Prog. 2102	9 121 609 655	9 121 609 655	20 752 009 655	20 752 009 655	11 630 500 000	127.6	11 630 500 000	127.6	
2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)		2 Dépenses de personnel	48 360 000	48 360 000	48 360 000	48 360 000	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	73 898 039	73 898 039	64 098 039	64 098 039	-9 800 000	-13.3	-9 800 000	-13.3		
	6 Transferts en capital	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0		
	Total Prog. 2118	622 258 039	622 258 039	612 458 039	612 458 039	-9 800 000	-1.6	-9 800 000	-1.6		
Total Section 64		10 659 195 597	10 659 195 597	22 240 382 383	22 240 382 383	11 571 186 786	108.5	11 571 186 786	108.5		

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Source de financement				Catégories de dépense					
			Budget		Ressources internes et ressources externes		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			1-2-3-4-5-6		1-2-3-4-5-6		1-2-3-4-5-6		1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		AE		CP		AE		CP	
			AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%		
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	1027 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	448 831 056	448 831 056	448 831 056	0	0	448 831 056	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	252 656 000	252 656 000	213 299 938	213 299 938	-39 356 062	-15,6	-39 356 062	-15,6		
		5 Transferts en capital	4 600 000 000	4 600 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	900 000 000	19,6	900 000 000	19,6		
		Total Prog. 1027	5 301 487 056	5 301 487 056	6 162 130 994	6 162 130 994	860 643 938	16,2	860 643 938	16,2		
		2 Dépenses de personnel	73 089 000	73 089 000	73 089 000	73 089 000	0	0	0	0		
	2085 Coherence territoriale	3 Acquisition de biens et services	40 000 000	40 000 000	32 445 369	32 445 369	-7 554 631	-18,9	-7 554 631	-18,9		
4 Transferts courants		1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0			
5 Investissements exécutés par l'Etat		19 581 000 000	11 056 200 000	19 581 000 000	3 456 200 000	0	0	-7 600 000 000	-68,7			
6 Transferts en capital		2 340 173 480	2 340 173 480	4 024 976 019	3 110 210 519	1 684 804 539	72,0	770 037 039	32,9			
Total Prog. 2085		23 834 262 480	23 834 262 480	25 211 812 368	8 171 844 888	1 677 249 908	7,1	-8 837 517 692	-29,1			
2086 Gouvernance territoriale	2 Dépenses de personnel	2 Dépenses de personnel	590 186 000	590 186 000	590 186 000	590 186 000	0	0	0	0		
		3 Acquisition de biens et services	362 161 000	362 161 000	359 239 738	359 239 738	-2 921 261	-0,8	-2 921 261	-0,8		
		4 Transferts courants	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	0	0	0	0		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 032 016 249	4 349 016 249	6 003 576 286	4 320 576 286	-28 439 851	-0,5	-28 439 851	-0,7		
		Total Prog. 2086	7 324 363 249	7 324 363 249	7 293 002 837	8 610 002 837	-31 361 212	-0,4	-31 361 212	-0,4		
	2087 Financement du développement territorial	2 Dépenses de personnel	54 286 000	54 286 000	54 286 000	54 286 000	0	0	0	0		
3 Acquisition de biens et services		59 010 000	59 010 000	53 919 556	53 919 556	-5 090 444	-8,6	-5 090 444	-8,6			
4 Transferts courants		32 000 000 000	32 000 000 000	31 975 000 000	31 975 000 000	-25 000 000	-0,1	-25 000 000	-0,1			
5 Investissements exécutés par l'Etat		20 400 000 000	20 400 000 000	20 400 000 000	20 400 000 000	0	0	0	0			
6 Transferts en capital		34 509 826 520	34 509 826 520	34 509 826 520	34 509 826 520	0	0	0	0			
Total Prog. 2087		93 023 122 520	93 023 122 520	96 893 032 076	86 893 032 076	-6 030 090 444	-6,5	-30 090 444	-3,3			
Total Section 65		129 183 235 305	112 875 435 305	125 659 677 495	106 837 109 995	-3 523 557 810	-2,7	-6 038 325 310	-4,7			

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources Internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021				Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				
			AE		CP		AE		CP		
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%			
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	313 878 196		313 878 196		313 878 196		0	0	
		3 Acquisition de biens et services	216 637 667		216 637 667		158 217 782		-58 419 885	-27,0	
		4 Transferts courants	1 650 000 000		1 650 000 000		1 600 000 000		-50 000 000	-3,0	
		Total Prog. 1028	2 180 315 863		2 180 315 863		2 071 895 978		-108 419 885	-5,0	
	2088 Programme de Gestion intégrée des Ressources en Eau	2 Dépenses de personnel	112 721 000		112 721 000		112 721 000		0	0	
3 Acquisition de biens et services		47 234 308		47 234 308		47 227 891		-6 617	0		
4 Transferts courants		2 711 432 000		2 711 432 000		2 561 432 000		-150 000 000	-5,5		
5 Investissements exécutés par l'Etat		191 487 473 300		10 087 223 300		184 705 325 800		-6 782 147 500	-3,5		
6 Transferts en capital		350 000 000		350 000 000		4 132 147 500		3 782 147 500	1080,6		
2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	Total Prog. 2088	194 708 860 608		194 708 860 608		191 558 853 991		-3 150 006 617	-1,6		
	2 Dépenses de personnel	163 877 900		163 877 900		163 877 900		0	0		
	3 Acquisition de biens et services	153 894 081		153 894 081		153 748 304		-145 777	-0,1		
	4 Transferts courants	1 897 798 808		1 897 798 808		1 800 000 000		-297 798 808	-15,7		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	167 242 685 051		42 962 652 768		157 530 159 772		-9 712 525 279	-5,8		
2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	6 Transferts en capital	8 775 000 000		6 775 000 000		11 608 483 927		4 833 483 927	71,3		
	Total Prog. 2089	176 233 285 840		176 233 285 840		171 058 269 903		-5 175 015 937	-2,9		
	2 Dépenses de personnel	201 530 000		201 530 000		201 530 000		0	0		
	3 Acquisition de biens et services	161 245 840		161 245 840		120 095 000		-41 150 840	-25,5		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	164 738 513 271		49 800 753 865		155 303 119 050		-9 435 394 221	-5,7		
Total Section 68	6 Transferts en capital	7 025 000 000		7 025 000 000		12 023 540 507		4 998 540 507	71,2		
	Total Prog. 2090	172 126 289 111		172 126 289 111		167 648 284 667		-4 478 004 444	-2,6		
		545 248 721 422		124 630 679 731		532 338 304 428		-12 913 416 993	-2,4		

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources Internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		CP	
		AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	1570 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	269 050 000	269 050 000	316 585 500	316 585 500	47 535 500	17,7	47 535 500	17,7
	4 Transferts courants	0	0	75 000 000	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
	Total Prog. 1570	269 050 000	269 050 000	391 585 500	391 585 500	122 535 500	45,5	122 535 500	45,5
	2121 Développement de l'artisanat	144 145 000	144 145 000	144 145 000	144 145 000	0	0	0	0
	2 Dépenses de personnel	16 545 000	16 545 000	11 345 000	11 345 000	-5 200 000	-31,4	-5 200 000	-31,4
	3 Acquisition de biens et services	1 166 783 000	1 166 783 000	1 241 783 000	1 241 783 000	75 000 000	6,4	75 000 000	6,4
	4 Transferts courants	2 583 955 498	1 037 608 550	2 583 955 498	1 037 608 550	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	3 911 428 498	3 911 428 498	3 981 228 498	2 434 881 586	69 800 000	1,8	69 800 000	1,8
	Total Prog. 2121	100 000 000	100 000 000	62 000 000	62 000 000	-38 000 000	-38	-38 000 000	-38
	3 Acquisition de biens et services	200 000 000	200 000 000	850 000 000	850 000 000	650 000 000	325	650 000 000	325
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	2122 Transformation Encadrement Economie informelle	300 000 000	300 000 000	912 000 000	912 000 000	512 000 000	204	612 000 000	204
	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 480 478 498	2 934 131 550	5 284 813 998	3 738 487 050	804 335 800	18,0	804 335 800	27,4
	Total Prog. 2122	4 480 478 498	4 480 478 498	4 34 620 405	4 34 620 405	0	0	0	0
	Total Section 71	4 480 478 498	4 480 478 498	4 34 620 405	4 34 620 405	0	0	0	0
	1020 Pilotage, Gestion et Coordination administrative	3 477 986 233	3 477 986 233	3 391 408 187	3 391 408 187	-86 578 046	-2,5	-86 578 046	-2,5
	3 Acquisition de biens et services	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	0	0	0	0
	4 Transferts courants	4 282 606 638	4 282 606 638	4 168 028 892	4 168 028 892	-86 578 046	-2,0	-86 578 046	-2,0
	Total Prog. 1020	132 356 000	132 356 000	132 356 000	132 356 000	0	0	0	0
	2 Dépenses de personnel	305 500 000	305 500 000	170 834 748	170 834 748	-134 665 252	-44,1	-134 665 252	-44,1
	3 Acquisition de biens et services	81 288 942 094	81 038 942 094	82 603 942 094	82 353 942 094	1 315 000 000	1,6	1 315 000 000	1,6
2001 Education supérieure	4 Transferts courants	200 676 164 063	46 685 149 770	163 992 164 063	9 801 149 770	-36 684 000 000	-18,3	-36 684 000 000	-78,8
	5 Investissements exécutés par l'Etat	348 768 050	348 768 050	9 048 768 050	9 048 768 050	8 700 000 000	2494,5	8 700 000 000	2494,5
	6 Transferts en capital	282 751 730 207	282 751 730 207	285 948 084 956	101 807 050 662	-26 803 665 252	-9,5	-26 803 665 252	-9,5
	Total Prog. 2001	282 751 730 207	282 751 730 207	285 948 084 956	101 807 050 662	-26 803 665 252	-9,5	-26 803 665 252	-9,5

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
			Projet LFR 2021 - Crédits inscrits				ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	2092 Œuvres sociales universitaires	2 Dépenses de personnel	39 242 000	39 242 000	39 242 000	39 242 000	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services		134 000 000	134 000 000	133 999 999	133 999 999	-11	0	-11	0
	4 Transferts courants		80 398 337 000	80 398 337 000	93 748 337 000	93 748 337 000	13 350 000 000	16,6	13 350 000 000	16,6
	5 Investissements exécutés par l'Etat		93 285 494 000	26 072 373 623	68 017 683 506	10 804 563 128	-15 267 810 495	-18,3	-15 267 810 495	-58,6
	Total Prog. 2092		163 857 073 000	163 857 073 000	161 939 262 494	104 726 142 117	-1 917 810 506	-1,2	-1 917 810 506	-1,2
	Total Section 75		450 861 409 846	239 407 275 175	422 063 356 041	210 499 221 371	-28 808 053 804	-6,4	-28 808 053 804	-12,1
83 Ministère des Mines et de la Géologie	1566 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	296 095 931	296 095 931	296 095 931	296 095 931	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services		260 443 000	260 443 000	167 083 347	167 083 347	-93 359 653	-35,8	-93 359 653	-35,8
	4 Transferts courants		818 000 000	818 000 000	1 118 000 000	1 118 000 000	300 000 000	36,7	300 000 000	36,7
	5 Investissements exécutés par l'Etat		915 000 000	915 000 000	446 850 000	446 850 000	-468 150 000	-51,2	-468 150 000	-51,2
	Total Prog. 1566		2 289 538 931	2 289 538 931	2 028 029 278	2 028 029 278	-261 509 653	-11,4	-261 509 653	-11,4
	2115 Mines	2 Dépenses de personnel	124 471 000	124 471 000	124 471 000	124 471 000	0	0	0	0
2116 Géologie	3 Acquisition de biens et services		145 543 000	145 543 000	125 045 084	125 045 084	-20 497 916	-14,1	-20 497 916	-14,1
	4 Transferts courants		620 000 000	620 000 000	720 000 000	720 000 000	100 000 000	16,1	100 000 000	16,1
	Total Prog. 2115		890 014 000	890 014 000	969 516 084	969 516 084	79 502 084	8,9	79 502 084	8,9
	2 Dépenses de personnel		28 935 000	28 935 000	28 935 000	28 935 000	0	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services		46 400 000	46 400 000	31 160 039	31 160 039	-15 239 961	-32,8	-15 239 961	-32,8
	4 Transferts courants		106 630 000	106 630 000	506 630 000	506 630 000	400 000 000	375,1	400 000 000	375,1
Total Section 83	5 Investissements exécutés par l'Etat		650 000 000	650 000 000	435 481 000	435 481 000	-214 519 000	-33,0	-214 519 000	-33,0
	Total Prog. 2116		831 965 000	831 965 000	1 002 206 039	1 002 206 039	170 241 039	20,5	170 241 039	20,5
			4 011 517 931	4 011 517 931	3 999 781 401	3 999 781 401	-11 736 530	-0,3	-11 736 530	-0,3

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget				Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				Ressources Internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFR 2021 - Crédits Inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
84 Ministère du développement communautaire et l'équité sociale et Territoriale	1035 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	12 Dépenses de personnel	484 816 922	484 816 922	484 816 922	484 816 922	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	284 584 972	284 584 972	282 609 732	282 609 732	-1 975 240	-0,7	-1 975 240	-0,7	
		4 Transferts courants	215 000 000	215 000 000	415 000 000	415 000 000	200 000 000	93,0	200 000 000	93,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000	125 000 000	125 000 000	-175 000 000	-58,3	-175 000 000	-58,3	
		Total Prog. 1035	1 284 401 894	1 284 401 894	1 307 426 654	1 307 426 654	23 024 760	1,8	23 024 760	1,8	
	2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2 Dépenses de personnel	287 400 000	287 400 000	287 400 000	287 400 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	129 036 516	129 036 516	123 793 711	123 793 711	-5 242 805	-4,1	-5 242 805	-4,1	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 530 000 000	20 530 000 000	20 530 000 000	20 530 000 000	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	15 000 000 000	15 000 000 000	18 428 571 428	18 428 571 428	3 428 571 428	22,9	3 428 571 428	22,9	
		Total Prog. 2105	35 946 436 516	35 946 436 516	39 369 765 140	39 369 765 140	3 423 328 624	9,5	3 423 328 624	9,5	
2108 EQUITE SOCIALE	2 Dépenses de personnel	22 217 000	22 217 000	22 217 000	22 217 000	0	0	0	0		
	3 Acquisition de biens et services	17 050 000	17 050 000	17 047 522	17 047 522	-2 478	0	-2 478	0		
	4 Transferts courants	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	0	0	0	0		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	17 134 000 000	12 134 000 000	17 134 000 000	12 134 000 000	0	0	0	0		
	6 Transferts en capital	32 100 000 000	32 100 000 000	32 100 000 000	32 100 000 000	0	0	0	0		
Total Section 84	Total Prog. 2108	69 273 267 000	69 273 267 000	69 273 264 522	64 273 264 522	-2 478	0	-2 478	0		
		106 504 105 410	101 504 105 410	109 950 456 316	104 950 456 316	3 446 350 906	3,2	3 446 350 906	3,2		
		9 988 397 893 476	3 969 850 000 000	9 996 777 692 191	3 987 450 000 000	-61 619 801 287	-0,6	17 600 000 000	0,4		
TOTAL GENERAL											

ANNEXE IV. - DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	LFR 2021		% PIB
Ressources	3034,5		
Recettes ordinaires hors dons	2742,5		
recettes fiscales		2564,5	
recettes non fiscales		118,0	
Recettes exceptionnelles		60,00	
Autres recettes (Remboursement prêts rétrocédés)			
Dons budgétaires	64,0		
Ressources externes	228,0		
Tirages sur subventions		228,0	
Charges	3851,5		
Dette publique (intérêt + commissions)	321,7		
Intérêts et commission dette extérieure			
Intérêts et commission dette intérieure			
Dépenses de personnel	904,9		
Autres dépenses courantes	1099,9		
Dépenses en capital sur ressources internes	741,0		
Dépenses en capital sur ressources externes	784,0		
Prêts rétrocédés			
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-817,0		-5,4%
PIB 2019			14999

ANNEXE V : RESERVE DE PRECAUTION

Libellé section	Libellé chapitre	Montant
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	CREATION DE L'UNIVERSITE VIRTUELLE DU SENEGAL ET (UVS) ET MISE EN OEUVRE DES ESPACES NUMERIQUES OUVERTS (ENO).....	1.270.000.000
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	PROJET DE GOUVERNANCE ET DE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (PGFESR).....	1.500.000.000
MINISTERE DE L'URBANISME, DU LOGEMENT ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	PROJET DE PROMOTION DE LA GESTION INTEGREE ET DE L'ECONOMIE DES DECHETS SOLIDES AU SENEGAL (PROMOGED).....	2.200.000.000
MINISTERE DE L'URBANISME, DU LOGEMENT ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	UNITE DE COORDINATION ET DE GESTION DES DECHETS SOLIDES.....	2.000.000.000
MINISTERE DE L'URBANISME, DU LOGEMENT ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	CONSTRUCTION CITE MINISTERIELLE.....	3.650.000.000
CHARGES NON REPARTIES	PROGRAMME D'ACQUISITION DE MOBILIER ET DE MATERIEL DE TRANSPORT POUR L'ADMINISTRATION.....	2.000.000.000
CHARGES NON REPARTIES	AGENCE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS ET POSTES (ARTP).....	5.901.632.296
HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (acquisitions de véhicules)	APPUI AU HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (acquisitions de véhicules).....	1.100.000.000
MINISTERE DE LA JEUNESSE	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE ET DE LA CITOYENNETE.....	3.685.210.271
MINISTERE DE LA JEUNESSE	PROGRAMME DES DOMAINES AGRICOLES COMMUNAUTAIRES (PRODAC).....	850.000.000
MINISTERE DE LA JEUNESSE	PROJET D'INVESTISSEMENT ANPEJ.....	500.000.000
MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	PROJET D'ACQUISITION D'UN PATROUILLEUR EN HAUTE MER (PHM).....	1.837.333.000
MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	TRAVAUX DE REHABILITATION DES SIX VEGETTES (REFONTE).....	1.500.000.000
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	FACILITATION DE L'ACCES AUX INTRANTS AGRICOLES.....	13.269.556.981
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	SAED.....	1.000.000.000
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	PROGRAMME RECONSTITUTION CAPITAL SEMENCIER.....	1.000.000.000
MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PROJET DE REALISATION D'INFRASTRUCTURES D'ADDUCTION D'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL.....	2.149.000.000
MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PROGRAMME SPECIALE D'AMELIORATION DE LA DESSERTE EN EAU POTABLE DE DAKAR ET D'AUTRES LOCALITES (PSDAK).....	2.000.000.000
MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PROJET DE DE POLLUTION DE LA BAIE DE HANN.....	1.034.605.779
MINISTERE DES FORCES ARMEES	PROJET D'ACQUISITION ET D'EQUIPEMENTS D'AERONEFS.....	1 000 000 000
MINISTERE DES FORCES ARMEES	PROJET CHANGEMENT TENUES ARMEES.....	1 125 000 000
MINISTERE DU COMMERCE, DE LA CONSOMMATION, DU SECTEUR INFORMEL ET DES PME	PROGRAMME DE MODERNISATION DES MARCHES DE SYNDICAT DE PIKINE, SANDAGA, ZIGUINCHOR, DIOURBEL ET KAOLACK.....	3.532.780.378
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE, DE L'EQUITE SOCIALE ET TERRITORIALE	PROGRAMME DE PROMOTION DES VILLES DU SENEGAL (PROMOVILLES).....	1.250.000.000
MINISTERE DU PETROLE ET DES ENERGIES	SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE.....	500.000.000
MINISTERE DU PETROLE ET DES ENERGIES	PROGRAMME NATIONAL D'URGENCE D'ELECTRIFICATION RURALE.....	2.720.000.000
MINISTRERE DES INFRASTRUCTURES, DU DESENCLAVEMENT ET DES TRANSPORTS TERRESTRES	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA DESSERTE FERROVIAIRE DAKAR-AIBD.....	4.924.881.295
MINISTRERE DU TOURISME ET DES TRANSPORTS AERIENS	RENOVATION AEROPORT CAP SKIRING.....	1.000.000.000
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	PROJET REHABILITATION DES EDIFICES RELIGIEUX (DONT GRANDES MOSQUEES DE TIVAOUANE, GUEDIAWAYE ET PIKINE).....	1.500.000.000
	TOTAL.....	66.000.000.000

ANNEXE VI. - SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE

Montants en milliards de francs CFA

TYPES DE DETTE	LFI 2021			Projet LFR 2021		
	Principal	I & C	Total	Principal	I & C	TOTAL
MULTILATERAUX	126,56	41,18	167,74	126,65	46,35	173,00
IDA/BIRD	22,96	15,59	38,55	23,64	17,08	40,71
BEI/FED	5,99	1,49	7,49	5,99	1,86	7,85
BAD/FAD	12,92	5,11	18,04	13,14	5,15	18,29
OPEP/BADEA/BID	40,32	6,05	46,38	40,00	7,93	47,93
AUTRES	44,36	12,93	57,29	43,88	14,34	58,22
BILATERAUX	128,45	51,69	180,15	100,26	41,18	141,44
PAYS DE L'OCDE	36,80	12,71	49,51	20,41	1,51	21,92
PAYS ARABES	11,69	2,97	14,66	7,79	2,67	10,46
AUTRES	79,96	36,01	115,97	72,06	37,00	109,06
CREDITS A L'EXPORTATION	55,15	7,31	62,46	35,06	7,64	42,70
COMMERCIALE	87,14	126,75	213,89	104,82	125,01	229,83
EUROBOND	70,74	122,54	193,28	88,42	119,54	207,96
CREDIT SUISSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AFREXIMBANK	16,40	4,22	20,61	16,40	4,22	20,61
SCBANK	0,00	0,00	0,00	0,00	1,26	1,26
INTERÊTS SUR TIRAGES FUTURES	0,00	21,00	21,00	0,00	9,60	9,60
TOTAL HORS PPTE/IADM	397,31	247,93	645,24	366,79	229,78	596,57
Rachat DTS FM1	0,00	2,44	2,44	0,00	2,44	2,44
Autres Emprunts LT	1,01	0,52	1,53	19,30	1,03	20,33
Obligations du Trésor par Adjudication	47,70	52,30	100,00	47,70	71,72	119,42
Bons du Trésor par Adjudication	105,00	0,00	105,00	55,00	0,00	55,00
Obligations du trésor par les sukuk	25,00	8,80	33,80	25,00	8,80	33,80
Obligations par Appel publique à L'Epargne	43,30	5,99	49,29	43,30	5,99	49,29
Intérêts et commission sur émissions futures		9,00	9,00	0,00	2,00	2,00
TOTAL	222,01	79,03	301,05	190,30	91,96	282,27
TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	619,32	326,96	946,28	557,10	321,74	878,84

ANNEXE VII : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes											
Classification administrative		Classification Economique - Catégorie de dépense											
Section (Ministère ou Institution)	Charges financières dette	Dépenses de personnel		Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
		AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
10 Dette Publique	321 740 000 000												
21 Présidence de la République		9 881 340 560	7 238 521 940	7 238 521 940	37 341 984 078	37 341 984 078	1 760 000 000	110 000 000	29 185 413 545	13 268 842 829	85 207 260 123	67 638 889 407	
22 Assemblée Nationale					16 095 015 137	16 095 015 137			8 315 171 359	2 946 447 518	24 410 186 496	19 041 462 655	
24 Conseil Economique Social et Environnemental		43 206 000			7 141 040 284	7 141 040 284					7 184 246 284	7 184 246 284	
25 Conseil Constitutionnel		540 122 400			750 000 000	750 000 000					1 290 122 400	1 290 122 400	
27 Cour Suprême		1 014 240 000			1 050 000 000	1 050 000 000					2 064 240 000	2 064 240 000	
28 Cour des Comptes		1 580 614 920			4 163 453 695	4 163 453 695			3 586 029 862	1 899 157 543	8 310 096 577	7 623 226 158	
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales		14 548 000			6 100 000 000	6 100 000 000			12 980 000 000	3 300 000 000	19 084 548 000	9 414 548 000	
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)		4 534 606 980	4 147 716 214	4 147 716 214	6 727 806 498	6 727 806 498	7 833 015 930	7 633 015 930	6 135 000 000	6 135 000 000	29 378 145 620	29 378 145 620	
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur		25 840 714 878	31 155 208 795	31 155 208 795	4 150 363 950	4 150 363 950	24 726 890 281	2 737 486 912	5 179 188 365	2 029 188 365	91 081 168 248	65 921 982 898	
32 Ministère des Forces Armées		127 111 561 443	55 992 206 068	55 992 206 068	3 980 000 000	3 980 000 000	66 513 462 618	21 608 830 809	96 191 251 099	42 628 045 952	349 788 481 228	257 320 844 272	
33 Ministère de l'Intérieur		68 801 748 136	19 591 390 488	19 591 390 488	17 752 000 000	17 752 000 000	132 279 127 421	10 727 219 159	86 391 331 418	12 817 953 971	324 915 597 466	129 780 311 757	
34 Ministère de la Justice		27 087 445 973	9 017 170 900	9 017 170 900	4 798 000 000	4 798 000 000	22 698 609 450	7 499 804 043	25 200 000 000	25 200 000 000	89 381 226 323	74 182 420 916	
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public		1 734 305 643	1 501 515 182	1 501 515 182	535 000 000	535 000 000	1 588 139 800	1 588 139 800			5 358 960 425	5 358 960 425	
37 Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec les institutions		1 401 269 207	1 737 703 614	1 737 703 614	950 000 000	950 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000			5 088 972 821	5 088 972 821	
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime		1 762 348 792	504 585 275	504 585 275	8 454 049 612	8 454 049 612	99 445 874 351	24 955 165 238	81 142 701 166	7 671 233 418	181 309 358 398	43 347 382 333	
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Développement		1 175 132 908	898 074 795	898 074 795	11 190 000 000	11 190 000 000	2 035 088 146 584	157 802 205 216	139 375 582 055	88 983 371 787	2 187 728 936 342	258 758 784 716	
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural		2 241 361 880	1 424 685 774	1 424 685 774	66 749 252 000	66 749 252 000	850 112 587 338	88 049 971 203	12 946 775 000	12 946 775 000	733 474 661 962	171 412 045 857	

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général	Ressources internes et ressources externes		Classification Economique - Catégorie de dépense														Total	
	Section (Ministère ou Institution)	Charges financières dette	Dépenses de personnel		Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital						AE	CP
			AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	43 Ministère des Finances et du Budget	0	25 111 268 466	13 344 732 171	13 344 732 171	13 144 732 171	19 805 715 335	19 805 715 335	67 743 650 711	22 178 376 510	57 848 378 745	57 848 378 745	183 853 745 428	138 089 471 227				
	44 Ministère du Pétrole et des Energies	0	502 887 883	400 868 027	400 868 027	400 868 027	89 737 284 018	89 737 284 018	651 932 227 428	74 047 443 723	5 648 760 000	5 648 760 000	948 222 027 354	170 337 243 651				
	45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	0	2 040 057 308	740 075 155	740 075 155	740 075 155	4 662 843 130	4 662 843 130	37 409 460 326	6 316 546 634	4 492 500 000	3 242 500 000	49 345 035 920	17 004 122 228				
	46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	0	1 354 145 322	2 028 340 338	2 028 340 338	2 028 340 338	31 951 000 000	31 951 000 000	19 371 046 543	18 011 046 543	33 072 142 884	18 650 000 000	87 776 675 087	71 994 532 203				
	47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	0	394 584 285	441 684 440	441 684 440	441 684 440	3 303 380 000	3 303 380 000	106 609 117 011	5 608 117 011	2 020 000 000	2 020 000 000	112 768 745 736	11 768 745 736				
	49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	0	670 397 149	309 145 794	309 145 794	309 145 794	8 965 000 000	8 965 000 000	125 663 491 908	7 726 049 876	16 274 000 000	18 274 000 000	149 682 034 851	31 946 582 821				
	50 Ministère de l'Education Nationale	0	458 158 859 456	55 027 335 308	55 027 335 308	55 027 335 308	18 504 524 000	18 504 524 000	80 412 870 635	23 775 633 598	302 000 000	302 000 000	612 405 369 400	555 788 352 383				
	52 Ministère des Sports	0	988 933 195	7 504 794 462	7 504 794 462	7 504 794 462	1 420 000 000	1 420 000 000	60 688 694 717	23 440 540 478	0	0	70 602 422 374	33 354 268 136				
	53 Ministère de la Culture et de la Communication	0	1 120 626 606	1 702 064 523	1 702 064 523	1 702 064 523	16 586 254 995	16 586 254 995	24 022 230 327	3 529 915 200	4 950 000 000	2 750 000 000	46 381 176 451	25 888 861 324				
	54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0	46 334 788 008	16 156 281 288	16 156 281 288	16 156 281 288	38 938 897 000	38 938 897 000	728 583 310 455	137 854 452 778	16 693 465 788	16 693 465 788	846 706 742 517	255 977 884 840				
	55 Ministère de la Jeunesse	0	1 061 392 467	1 628 356 558	1 628 356 558	1 628 356 558	2 600 000 000	2 600 000 000	49 918 001 148	7 240 475 514	45 828 047 155	8 048 320 802	101 033 797 329	18 578 545 341				
	58 Ministère de l'Environnement et du développement durable	0	7 428 044 440	3 928 842 991	3 928 842 991	3 928 842 991	6 598 120 000	6 598 120 000	32 108 925 804	12 822 361 920	1 241 725 000	1 241 725 000	51 303 658 235	32 017 100 351				
	59 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	0	1 335 338 520	883 827 232	883 827 232	883 827 232	3 751 250 881	3 751 250 881	86 945 070 310	19 151 661 070	900 000 000	900 000 000	93 615 486 943	26 022 077 703				
	59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'apprentissage et de	0	24 207 848 671	7 267 934 132	7 267 934 132	7 267 934 132	6 461 212 600	6 461 212 600	25 503 008 608	17 263 671 036	2 604 812 000	2 604 812 000	66 044 616 012	57 805 278 438				
	60 Charges non Réparties	0	51 139 840 912	61 458 314 787	61 458 314 787	61 458 314 787	74 949 730 128	74 949 730 128	42 032 373 790	42 032 373 790	49 957 107 012	45 457 107 012	285 537 386 628	28 1037 366 628				
	61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	0	1 051 541 110	2 205 915 502	2 205 915 502	2 205 915 502	7 727 128 685	7 727 128 685	52 833 426 619	13 388 426 819	31 050 000 000	9 050 000 000	94 868 012 116	33 423 012 116				
	62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	0	2 515 347 647	974 670 146	974 670 146	974 670 146	529 142 000	529 142 000	106 933 540 895	18 695 398 729	4 404 388 652	4 404 388 652	115 357 089 340	27 118 947 174				
	63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	0	572 442 951	246 726 873	246 726 873	246 726 873	4 940 000 000	4 940 000 000	132 811 971 231	11 324 832 511	5 044 779 803	5 044 779 803	143 615 920 664	22 128 781 944				

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Classification Economique - Catégorie de dépense																	
Classification administrative		Charges financières dette		Dépenses de personnel		Acquisition de biens et services		Transferts courants				Investissements exécutés par l'Etat				Transferts en capital				Total	
Section (Ministère ou Institution)		AE/CP		AE/CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire		0		325 591 468		577 553 090		577 553 090		0		0		19 474 237 825		1 863 000 000		22 240 382 383			
65 Ministère des Collectivités Territoriales du Développement et de l'Aménagement		0		1 166 392 056		658 904 602		658 904 602		33 815 000 000		33 815 000 000		45 984 516 296		44 034 804 539		125 659 677 495			
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement		0		791 807 096		479 288 777		479 288 777		5 761 432 000		5 761 432 000		497 538 604 622		27 764 171 934		532 335 304 428			
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel		0		144 145 000		389 930 500		389 930 500		1 318 783 000		1 318 783 000		3 433 955 495		0		5 284 813 998			
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation		0		606 218 405		3 696 242 924		3 696 242 924		176 692 279 094		176 442 279 094		232 009 847 568		9 048 768 050		422 053 358 041			
83 Ministère des Mines et de la Géologie		0		449 501 931		323 288 470		323 288 470		2 344 630 000		2 344 630 000		882 331 000		0		3 999 751 401			
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale		0		794 433 922		423 450 965		423 450 965		20 415 000 000		20 415 000 000		37 788 000 000		50 528 571 429		109 950 456 316			
Totaux		321 740 000 000		904 900 000 000		325 007 327 802		324 807 327 882		775 052 672 116		775 052 672 116		6 511 680 225 231		975 061 397 355		9 760 827 892 191			

ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépenses 1-2-3-4-5-4									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
10 Dette Publique	AE	321 740 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	321 740 000 000
	CP	321 740 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	321 740 000 000
21 Présidence de la République	AE	45 148 533 238	700 421 588	0	35 898 307 000	0	300 000 000	0	3 000 000 000	0	159 998 298	0	85 207 260 123
	CP	45 146 533 238	700 421 588	0	18 329 736 284	0	300 000 000	0	3 000 000 000	0	159 998 298	0	67 638 689 407
22 Assemblée Nationale	CP	19 041 462 655	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 041 462 655
	AE	24 410 186 498	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 410 186 498
24 Conseil Economique Social et Environnemental	CP	7 184 246 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 184 246 284
	AE	7 184 246 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 184 246 284
25 Conseil Constitutionnel	CP	0	0	1 290 122 400	0	0	0	0	0	0	0	0	1 290 122 400
	AE	0	0	1 290 122 400	0	0	0	0	0	0	0	0	1 290 122 400
27 Cour Suprême	CP	0	0	2 084 240 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 084 240 000
	AE	0	0	2 084 240 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 084 240 000
28 Cour des Comptes	AE	0	0	9 310 098 577	0	0	0	0	0	0	0	0	9 310 098 577
	CP	0	0	7 623 226 158	0	0	0	0	0	0	0	0	7 623 226 158
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	CP	9 414 546 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 414 546 000
	AE	19 094 546 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 094 546 000
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	AE	15 833 594 690	0	0	2 324 200 000	0	0	5 177 872 013	0	2 148 835 000	3 893 643 917	0	29 378 145 620
	CP	15 833 594 690	0	0	2 324 200 000	0	0	5 177 872 013	0	2 148 835 000	3 893 643 917	0	29 378 145 620

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
31 Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Étranger	CP	64 000 028 964	0	307 775 180	0	0	0	0	1 077 568 000	0	535 789 755	0	65 921 962 899
	AE	89 140 033 313	0	307 775 180	0	0	0	0	1 077 568 000	0	535 789 755	0	91 061 166 248
32 Ministère des Forces Armées	CP	1 350 000 000	244 613 912 910	3 737 798 547	0	0	1 055 000 000	4 911 231 793	0	832 822 582	819 878 440	0	257 320 644 272
	AE	4 350 000 000	310 681 749 866	24 737 798 547	0	0	1 055 000 000	7 311 231 793	0	832 822 582	819 878 440	0	349 788 481 228
33 Ministère de l'Intérieur	CP	13 064 145 877	292 000 000	116 321 914 176	0	0	0	20 536 704	0	0	91 715 000	0	129 790 311 757
	AE	34 102 145 877	292 000 000	290 409 199 889	0	0	0	20 536 704	0	0	91 715 000	0	324 915 597 466
34 Ministère de la Justice	CP	0	0	69 574 269 866	43 149 823	0	0	144 783 689	0	1 507 582 540	2 912 634 898	0	74 182 420 916
	AE	0	0	84 773 075 373	43 149 823	0	0	144 783 689	0	1 507 582 540	2 912 634 898	0	89 381 226 323
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	AE	5 328 996 880	0	0	0	0	0	0	0	0	29 963 545	0	5 358 960 425
	CP	5 328 996 880	0	0	0	0	0	0	0	0	29 963 545	0	5 358 960 425
37 Ministère du Travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	AE	0	0	100 000 000	4 606 917 329	0	0	0	0	0	382 055 492	0	5 088 972 821
	CP	0	0	100 000 000	4 606 917 329	0	0	0	0	0	382 055 492	0	5 088 972 821
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	AE	0	0	27 642 817 443	163 590 345 272	0	0	0	0	81 896 681	4 300 000	0	191 309 359 396
	CP	0	0	4 196 116 433	39 065 069 219	0	0	0	0	81 896 681	4 300 000	0	43 347 382 333
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	AE	0	0	0	2 186 623 937 664	1 500 000 000	0	0	0	190 000 000	12 968 878	0	2 187 726 936 342
	CP	0	0	0	258 055 786 036	1 500 000 000	0	0	0	190 000 000	12 968 878	0	259 758 784 716
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	AE	0	0	0	733 066 382 865	0	0	0	0	387 934 097	10 345 000	0	733 474 661 962
	CP	0	0	0	171 003 786 780	0	0	0	0	397 934 097	10 345 000	0	171 412 045 857

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLIQUES	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENTS ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
43 Ministère des Finances et du Budget	AE	151 906 460 512	0	2 930 000 000	26 183 017 203	0	1 000 000 000	0	0	1 483 014 323	351 253 390	0	183 853 745 428
	CP	128 118 900 851	0	535 000 000	8 601 302 663	0	1 000 000 000	0	0	1 483 014 323	351 253 390	0	138 089 471 227
44 Ministère du Pétrole et des Énergies	AE	0	0	0	948 212 577 440	0	0	0	0	0	9 449 914	0	948 222 027 354
	CP	0	0	0	170 327 793 737	0	0	0	0	0	9 449 914	0	170 337 243 651
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	CP	0	0	0	14 486 422 228	0	2 500 000 000	0	0	0	7 700 000	0	17 004 122 228
	AE	0	0	0	21 837 336 920	0	27 500 000 000	0	0	0	7 700 000	0	49 345 035 920
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	AE	7 673 589 465	0	16 422 142 884	50 000 000	27 303 236 798	34 977 962 242	0	1 275 000 000	0	74 743 898	0	67 776 875 087
	CP	7 673 589 465	0	2 000 000 000	50 000 000	27 303 236 798	33 817 962 242	0	1 275 000 000	0	74 743 898	0	71 984 532 203
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	AE	0	0	0	112 263 655 612	0	0	170 000 000	0	325 091 071	9 999 053	0	112 768 745 736
	CP	0	0	0	11 263 655 612	0	0	170 000 000	0	325 091 071	9 999 053	0	11 768 745 736
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	AE	0	0	0	148 020 852 975	1 742 000 000	0	0	0	114 681 876	4 500 000	0	149 882 034 851
	CP	0	0	0	30 045 410 945	1 742 000 000	0	0	0	114 681 876	4 500 000	0	31 846 582 821
50 Ministère de l'Éducation Nationale	CP	0	0	0	0	0	43 630 912	36 162 312	43 630 912	555 358 098 330	5 000 000	0	555 786 382 363
	AE	0	0	0	0	0	43 630 912	36 162 312	43 630 912	611 995 135 367	5 000 000	0	612 405 389 403
52 Ministère des Sports	AE	0	0	0	3 690 000 000	0	0	0	66 583 509 051	105 788 722	23 124 601	0	70 602 422 374
	CP	0	0	0	290 000 000	0	0	0	32 935 354 813	105 788 722	23 124 601	0	31 354 268 136
53 Ministère de la Culture et de la Communication	AE	0	0	0	0	0	47 990 432 358	0	47 990 432 358	377 177 212	13 566 881	0	48 381 176 451
	CP	0	0	0	0	0	25 298 117 231	0	25 298 117 231	377 177 212	13 566 881	0	25 688 861 324

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	AE	100 000 000	0	0	0	0	0	841 131 740 448	0	1 701 827 829	3 773 174 240	0	846 706 742 517
	CP	100 000 000	0	0	0	0	0	251 641 385 301	0	1 701 827 829	2 534 871 710	0	255 977 884 840
55 Ministère de la Jeunesse	CP	181 941 900	0	0	9 843 963 516	0	0	575 400 000	7 845 557 085	0	31 682 840	0	18 578 545 341
	AE	1 277 038 208	0	0	88 447 912 292	0	0	1 675 400 000	9 801 765 986	0	31 682 840	0	101 033 797 329
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	CP	0	0	0	13 380 355 959	18 607 524 398	0	0	0	49 220 000	0	0	32 017 000 359
	AE	0	0	0	13 380 355 959	37 894 082 280	0	0	0	49 220 000	0	0	51 303 658 239
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	2 760 537 800	23 118 992 047	142 547 856	26 022 077 703
	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	5 760 537 800	87 912 401 287	142 547 856	93 815 486 943
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'insertion	AE	0	0	0	34 049 328 059	0	0	0	0	31 965 621 315	29 668 638	0	86 044 616 012
	CP	0	0	0	29 414 328 059	0	0	0	0	28 381 283 742	29 668 638	0	57 805 278 439
60 Charges non Réparties	AE	187 350 838 028	0	0	62 736 528 801	0	1 430 000 000	0	1 020 000 000	0	33 000 000 000	0	285 537 366 629
	CP	187 350 838 028	0	0	58 236 528 801	0	1 430 000 000	0	1 020 000 000	0	33 000 000 000	0	281 037 366 629
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	AE	39 578 250 254	0	0	53 938 761 862	0	0	0	1 350 000 000	0	0	0	94 868 012 116
	CP	16 333 250 254	0	0	15 739 761 862	0	0	0	1 350 000 000	0	0	0	33 423 012 116
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	AE	800 995 321	0	0	114 486 217 828	0	0	0	0	34 483 793	55 392 400	0	115 357 089 340
	CP	800 995 321	0	0	26 228 075 660	0	0	0	0	34 483 793	55 392 400	0	27 118 947 174
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	CP	0	0	0	21 884 557 802	0	0	0	61 190 000	0	183 034 142	0	22 128 781 944
	AE	0	0	0	143 371 698 522	0	0	0	61 190 000	0	183 034 142	0	143 815 920 664

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général			Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6								
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	CP	13 576 000	0	0	21 819 546 238	0	0	0	0	0	407 160 145	0	22 240 382 383
	AE	13 576 000	0	0	21 819 546 238	0	0	0	0	0	407 160 145	0	22 240 382 383
65 Ministère des Collectivités Territoriales du Développement et de l'Aménagement des Territoires	CP	60 224 312 831	0	0	13 695 765 088	32 908 826 520	0	0	0	0	108 205 556	0	106 937 109 995
	AE	61 139 080 331	0	0	31 503 585 088	32 908 826 520	0	0	0	0	108 205 556	0	125 659 677 495
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	CP	225 093 920	0	0	6 010 007 687	55 567 583 487	49 554 618 953	0	0	0	159 948 691	0	111 517 282 738
	AE	225 093 920	0	0	6 010 007 687	258 230 639 043	267 709 615 088	0	0	0	159 948 691	0	532 335 304 428
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	AE	258 450 000	0	0	4 032 685 998	0	0	0	0	138 278 000	855 400 000	0	5 284 613 998
	CP	258 450 000	0	0	2 486 339 050	0	0	0	0	138 278 000	855 400 000	0	3 738 487 050
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	AE	340 000 000	0	0	5 207 813	2 700 000 000	0	0	0	418 887 191 480	120 956 748	0	422 053 355 041
	CP	340 000 000	0	0	5 207 813	572 373 623	0	0	0	209 460 683 187	120 956 748	0	210 499 221 371
83 Ministère des Mines et de la Géologie	CP	0	0	0	3 995 751 401	0	0	0	0	0	4 000 000	0	3 999 751 401
	AE	0	0	0	3 995 751 401	0	0	0	0	0	4 000 000	0	3 999 751 401
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	CP	0	0	0	31 213 215 206	0	0	0	0	0	73 737 241 110	0	104 950 458 316
	AE	0	0	0	36 213 215 206	0	0	0	0	0	73 737 241 110	0	109 950 458 316
TOTAUX :	AE	1 019 395 652 817	311 874 171 455	457 587 270 288	4 998 952 657 685	362 278 784 641	333 972 577 336	855 983 197 765	132 003 096 307	1 078 097 119 688	209 730 829 356	142 547 856	9 760 827 982 191
	CP	904 127 304 158	243 806 334 499	205 350 482 840	962 878 712 578	138 201 554 824	89 457 581 195	283 002 832 621	73 908 418 041	805 429 238 785	143 899 014 585	142 547 856	3 851 800 000 000

ANNEXE IX : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes											
Classification fonctionnelle		Classification Economique - Catégorie de dépense											
Division	Charges financières dette	Dépenses de personnel		Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
		AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01 SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	321 740 000 000	123 314 404 643	130 049 930 558	128 849 930 558	181 471 644 828	181 471 644 828	122 716 784 817	59 261 927 499	137 702 887 871	86 089 398 630	1 016 995 652 817	901 727 304 158	
	0	127 006 272 443	54 586 997 006	54 586 997 006	1 474 566 700	1 474 566 700	37 226 662 618	24 722 030 809	91 279 872 688	37 716 467 541	311 674 171 465	245 606 334 499	
03 ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	0	93 488 428 432	22 246 624 463	22 246 624 463	24 448 453 695	24 448 453 695	170 337 372 060	20 729 658 391	149 466 393 639	48 837 299 879	459 987 270 289	207 750 482 860	
	0	24 000 047 012	13 462 815 092	13 462 815 092	243 506 309 025	243 506 309 025	4 335 434 631 186	480 012 060 144	383 548 755 370	221 595 481 303	4 899 952 557 685	982 576 712 578	
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0	3 595 650 136	3 226 370 752	3 226 370 752	22 118 120 000	22 118 120 000	287 161 067 799	63 083 837 962	46 177 575 954	46 177 575 954	362 278 784 641	138 201 554 824	
	0	1 801 446 178	1 388 040 037	1 388 040 037	17 387 432 000	17 387 432 000	280 878 511 615	38 663 515 480	32 717 147 500	32 417 147 500	333 972 577 330	89 457 581 195	
06 LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	45 205 025 786	15 381 329 366	15 381 329 366	39 870 277 000	39 870 277 000	734 913 089 828	141 922 734 681	20 623 465 788	20 623 465 788	855 993 187 768	263 002 832 621	
	0	2 962 379 388	11 698 677 979	11 698 677 979	19 994 254 995	19 994 254 995	86 337 783 945	30 441 105 679	11 020 000 000	8 820 000 000	132 003 096 307	73 906 418 041	
09 ENSEIGNEMENT	0	478 895 572 421	66 529 098 131	66 529 098 131	203 358 834 494	203 358 834 494	319 514 846 592	47 096 963 689	9 800 768 050	9 800 768 050	1 078 097 119 688	805 429 236 785	
	0	4 740 775 581	4 037 444 498	4 037 444 498	24 074 779 381	24 074 779 381	137 016 926 915	70 885 015 145	39 861 000 000	39 861 000 000	209 730 826 355	143 689 014 585	
10 PROTECTION SOCIALE	0	4 740 775 581	4 037 444 498	4 037 444 498	24 074 779 381	24 074 779 381	137 016 926 915	70 885 015 145	39 861 000 000	39 861 000 000	209 730 826 355	143 689 014 585	
	0	0	0	0	0	0	142 547 856	142 547 856	0	0	142 547 856	142 547 856	
Credits dont la Classe n'est pas identifiée		0	0	0	0	0	142 547 856	142 547 856	0	0	142 547 856	142 547 856	
Totaux		321 740 000 000	904 000 000 000	322 607 327 882	322 407 327 882	777 702 672 118	777 462 672 118	8 611 600 225 231	975 061 397 355	922 197 666 960	849 938 602 645	9 760 827 892 191	3 881 600 000 000

**ANNEXE XI. - LISTE DES MINISTÈRES ET INSTITUTIONS PILOTES POUR
LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECONCENTRATION DE L'ORDONNANCEMENT**

N° D'ORDRE	INSTITUTIONS ET MINISTÈRES
01	Présidence de la République
02	Assemblée nationale
03	Haut Conseil des Collectivités territoriales
04	Conseil Economique Social et Environnementale
05	Conseil constitutionnel
06	Cour suprême
07	Cour des Comptes
08	Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur
09	Ministère des Forces armées
10	Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel
11	Ministère de la Microfinance et de l'Economie sociale et solidaire
12	Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions
13	Ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public
14	Ministère des Mines et de la Géologie
15	Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunications
16	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération
17	Ministère du Développement industriel et des Petites et Moyennes industries